



BURKINA FASO



**MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES
ET DU DEVELOPPEMENT**



**COMITE DE PREVISION ET DE CONJONCTURE
(CPC)**

TABLEAU DE BORD DE L'ECONOMIE

au 2^{ème} trimestre 2016

Pour toutes informations complémentaires, s'adresser à l'INSD

INSD, Ouaga 2000, Avenue Pascal Zagré - 01 BP 374 Ouagadougou 01

Téléphone : (226) 25.37.62.02 - Fax : (226) 25.37.62.26 - Burkina Faso

E-mail : insd@insd.bf; insdbf@yahoo.fr - Site web : www.insd.bf

TBE n° 02/2016

SOMMAIRE

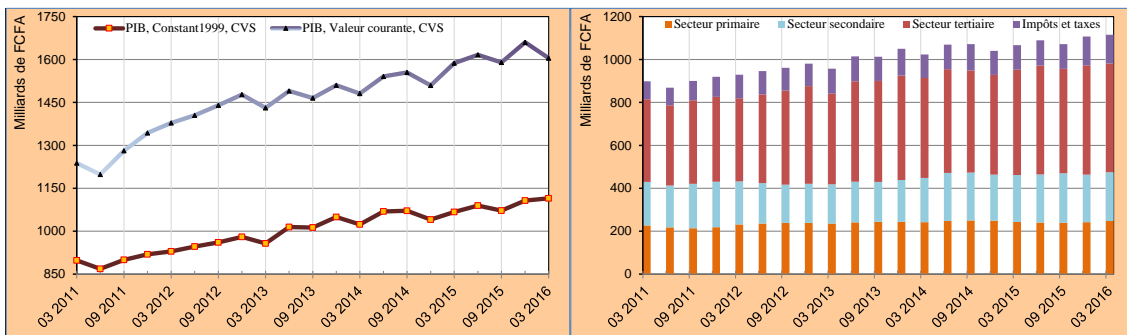
Secteur réel	3
Secteur finances publiques	10
Secteur monétaire	15
Secteur extérieur	18
Définitions et abréviations	23
Crédit des contributions	24

Secteur réel

Le deuxième trimestre 2016 a connu, comparativement au trimestre précédent une hausse du niveau général des prix à la consommation essentiellement tirée par les produits alimentaires. Quant à l'activité économique, elle est restée dynamique au premier trimestre 2016.

COMPTES NATIONAUX TRIMESTRIELS (CNT)

CNT (Milliards de FCFA) Prix constants 1999, Corrigés des variations saisonnières	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Glissement	
	2015	2015	2015	2015	2016	trimestriel	annuel
Secteur primaire	242,8	240,2	239,9	242,0	247,6	2,3%	2,0%
Agriculture	129,9	126,8	125,9	127,1	131,7	3,6%	1,4%
Elevage	83,8	84,2	84,7	85,3	86,0	0,9%	2,7%
Sylviculture, pêche et chasse	29,1	29,2	29,4	29,6	29,9	0,9%	2,7%
Secteur secondaire	218,9	224,0	229,8	221,9	226,8	2,2%	3,6%
Extraction	46,3	43,6	40,3	46,7	39,2	-15,9%	-15,2%
Industrie manufacturière	93,3	93,4	93,2	93,2	100,9	8,2%	8,2%
Agroalimentaire	54,1	53,3	53,2	53,3	59,5	11,7%	10,0%
Egrenage et fabrication de textiles	9,3	8,6	8,0	7,6	8,4	10,3%	-9,9%
Bois et métaux	14,8	16,3	16,4	16,6	16,0	-3,6%	13,6%
Autres industries manufacturières	15,1	15,3	15,5	15,7	17,0	8,3%	13,0%
Energie	24,2	25,8	28,4	24,3	26,7	9,6%	10,3%
BTP	55,2	61,2	67,9	57,6	60,0	4,1%	8,8%
Secteur tertiaire	490,8	507,6	486,6	508,8	507,4	-0,3%	3,4%
Services marchands	300,4	305,7	307,7	316,6	321,1	1,4%	6,9%
Commerce	111,5	112,2	113,5	115,0	117,7	2,4%	5,6%
Hôtellerie et restauration	12,0	13,4	13,6	13,9	10,0	-27,5%	-16,4%
Transports	13,6	13,5	13,5	13,7	14,3	4,3%	4,7%
Télécommunication	77,5	79,7	81,8	84,5	91,3	8,0%	17,8%
Services financiers	35,6	36,7	36,9	38,0	37,6	-1,0%	5,4%
Autres services marchands	50,1	50,2	48,4	51,6	50,2	-2,6%	0,2%
Services non marchands	213,0	225,3	202,5	216,5	211,0	-2,5%	-0,9%
Administrations publiques	193,1	205,1	182,2	196,1	190,4	-2,9%	-1,4%
Autres services non marchands	20,0	20,1	20,3	20,5	20,7	0,8%	3,5%
SIFIM	-22,6	-23,4	-23,6	-24,3	-24,8	1,9%	9,5%
Impôts et taxes	114,6	117,8	115,6	134,5	133,1	-1,0%	16,1%
PIB, Constant1999, CVS	1 067,0	1 089,6	1 071,9	1 107,1	1 114,8	0,7%	4,5%
PIB, Valeur courante, CVS	1 587,5	1 616,3	1 589,6	1 660,1	1 605,0	-3,3%	1,1%



Au premier trimestre 2016, le produit intérieur brut, corrigé des variations saisonnières, a connu une croissance par rapport à celle du 4ème trimestre 2015. En effet, en volume, le PIB a crû de 0,7% en glissement trimestriel pour se situer à 1114,8 milliards FCFA au premier trimestre 2016. Cette hausse est due principalement à la croissance du secteur secondaire (+2,2%) et à la bonne tenue du secteur primaire (+2,3%). Cette performance est atténuée par une baisse de la valeur ajoutée du secteur tertiaire de 1,4%, imputable à l'administration publique (-2,9%) et à l'hôtellerie et restauration (-27,5%) malgré une hausse de 8% dans les télécommunications. Quant aux impôts et taxes, ils ont connu une baisse de 1,0%.

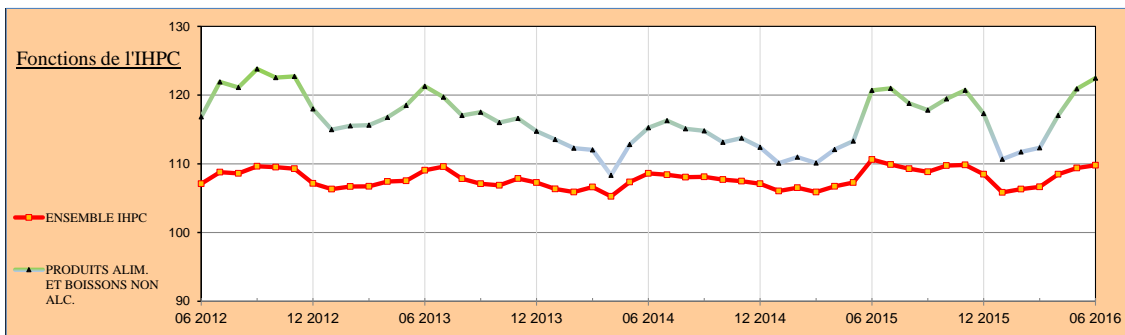
Comparé au premier trimestre 2015, le volume du PIB a connu une hausse de 4,5% au premier trimestre 2016. Tous les secteurs ainsi que les impôts et taxes y ont contribué avec des évolutions de +2,0% pour le primaire, +3,6% pour le secondaire, +3,4% pour le tertiaire et +16,1% pour les impôts et taxes.

En valeur, on note une baisse trimestrielle du PIB de 3,3%, traduisant une baisse relative des prix au premier trimestre 2016. Par contre, une hausse de 1,1% est observée en glissement annuel.

Source : MINEFID / INSD

INDICE HARMONISE DES PRIX A LA CONSOMMATION (IHPC)

IHPC Trimestriel Base 100 = 2008	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2015	2015	2015	2016	2016	trimestriel	annuel
ENSEMBLE IHPC	108,2	109,3	109,4	106,3	109,2	2,8%	0,9%
PRODUITS ALIM. ET BOISSONS NON ALC.	115,4	119,2	119,2	111,6	120,1	7,7%	4,1%
BOISSONS ALCOOLISEES, TABACS ET STUPEFIANTS	99,1	100,1	97,9	97,8	98,1	0,4%	-1,0%
ART. D'HABILLEMENT ET ARTICLES CHAUSSANTS	101,8	101,8	101,8	101,8	101,8	0,0%	0,0%
LOGEMENT, EAU, ELECTRICITE, GAZ, AUTRES COMB.	120,6	119,8	121,6	120,1	120,7	0,5%	0,1%
AMEUBL., EQUIP. MENAGER, ENTRET. MAISON	98,3	98,1	97,9	97,9	97,9	0,0%	-0,4%
SANTE	100,9	100,9	101,3	101,3	101,3	0,0%	0,4%
TRANSPORTS	110,6	110,7	109,9	108,9	106,7	-2,0%	-3,5%
COMMUNICATION	64,2	64,2	64,2	64,2	64,2	0,0%	0,0%
LOISIRS, SPECTACLES ET CULTURE	96,4	97,3	97,2	97,2	97,2	0,0%	0,8%
ENSEIGNEMENT	108,1	108,1	108,6	108,6	108,6	0,0%	0,4%
HOTELS, CAFES, RESTAURANTS	114,7	111,6	111,9	111,8	112,0	0,2%	-2,4%
AUTRES BIENS ET SERVICES	105,0	104,9	104,9	104,9	104,9	0,0%	-0,1%



Au deuxième trimestre 2016, le niveau général des prix à la consommation a augmenté tant en glissement trimestriel qu'en glissement annuel. En effet, l'IHPC a progressé de 2,8% par rapport au trimestre précédent et de 0,9% par rapport au deuxième trimestre de 2015.

La hausse trimestrielle des prix résulte principalement d'une surenchère des biens alimentaires et boissons non alcoolisées dont les prix ont augmenté de 7,7%. Pour le reste des produits, en dehors des services de transport qui ont connu un recul des prix de 2,0%, les prix ont très peu varié comparativement au trimestre précédent.

En variation annuelle, la hausse reste expliquée également par la surenchère des biens alimentaires et boissons non alcoolisées (+4,1%), mais aussi des services de loisir et de culture (+0,8%). Cependant, on note une baisse des prix des services de transport (-3,5%), des services de d'hôtellerie et de restauration (-2,4%) et des boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants (-1,0%).

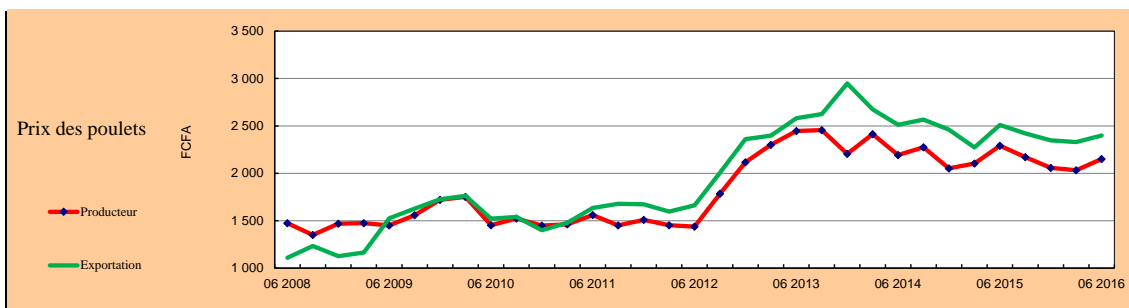
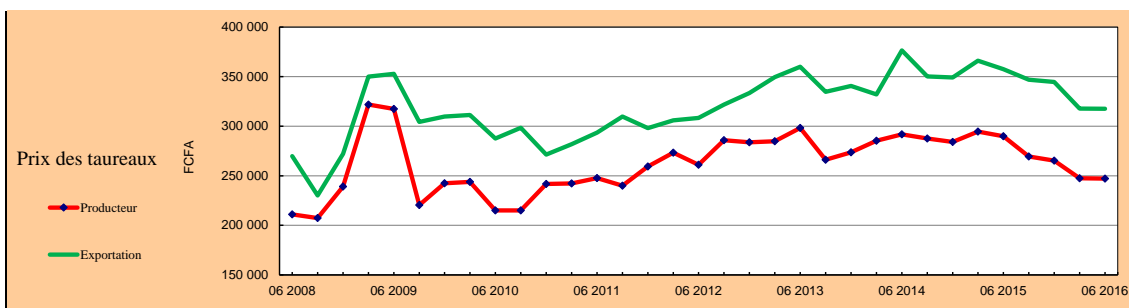
La tendance haussière des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées serait imputable aux céréales non transformées, aux légumes frais en fruits ou racine, aux légumes secs et oléagineux malgré la baisse des prix des farines, semoules et gruaux, de la viande de bœuf, des sel et épices.

A fin juin 2016, l'inflation moyenne des 12 derniers mois est de (+1,0%) contre (+0,3%) en juin 2015.

Source : MINEFID / INSD

PRIX DES PRODUITS DE L'ELEVAGE

Prix sur les marchés de référence En Francs CFA	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2015	2015	2015	2016	2016	trimestriel	annuel
					Prov		
Prix au producteur du taureau	289 867	269 464	265 267	247 564	247 146	-0,2%	-14,7%
Prix à l'exportation du taureau	357 496	346 911	344 713	317 751	317 648	0,0%	-11,1%
Prix au producteur du bélier	37 944	34 517	34 100	32 666	33 875	3,7%	-10,7%
Prix à l'exportation du bélier	50 282	48 643	47 638	39 730	40 819	2,7%	-18,8%
Prix au producteur du bouc	22 545	20 197	19 878	19 724	20 250	2,7%	-10,2%
Prix à l'exportation du bouc	33 051	30 750	29 773	29 564	29 746	0,6%	-10,0%
Prix au producteur du poulet	2 291	2 170	2 057	2 032	2 151	5,9%	-6,1%
Prix à l'exportation du poulet	2 511	2 421	2 348	2 329	2 399	3,0%	-4,5%
Prix au producteur de la pintade	2 383	2 275	2 253	2 124	2 190	3,1%	-8,1%
Prix à l'exportation de la pintade	2 508	2 401	2 363	2 341	2 367	1,1%	-5,7%



Le deuxième trimestre 2016, a été marqué par une hausse du niveau d'approvisionnement (offre) des marchés à bétail. Comparativement au premier trimestre 2016, il a été observé une quasi-stagnation du niveau général des prix du taureau et une relative amélioration des prix des petits ruminants et de la volaille, aussi bien sur les marchés de production que sur les marchés d'exportation. Ces prix sont restés cependant en deçà de leur niveau constaté l'an dernier à la même période.

Sur les marchés de production, le prix du taureau est resté quasi-stationnaire en glissement trimestriel (-0,2%). Cependant, en variation annuelle, ce prix a baissé de 14,7%. Sur les marchés d'exportation, par rapport au trimestre précédent, le prix du taureau est resté stable (0,0%) ; toutefois, en glissement annuel, ce prix est en baisse de 11,1%.

Les prix des petits ruminants (bélier et bouc) ont connu une augmentation par rapport au premier trimestre 2016. En effet, les variations trimestrielles sont de +3,7% pour le bélier et de +2,7% pour le bouc sur les marchés de production. Les mêmes tendances sont observées sur les marchés d'exportation pour les prix du bélier avec une variation de +2,7%. Toutefois, en glissement annuel, les prix du bélier et du bouc ont connu une tendance à la baisse sur tous les marchés de 10,0% à 18,8%.

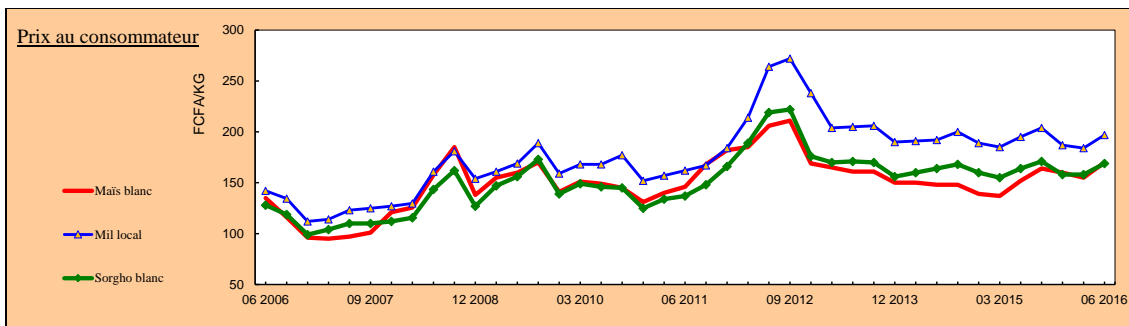
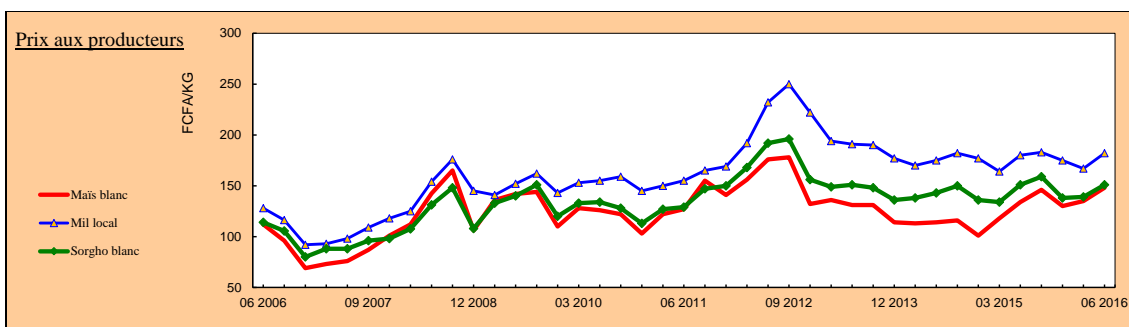
Les prix de la volaille ont connu une légère hausse comparativement au premier trimestre 2016. Ces prix sont cependant en légère baisse par rapport à leur niveau du même trimestre de 2015.

De façon générale, le niveau des prix du bétail est à la hausse comparativement au trimestre précédent et ce à la faveur d'une part, de l'amélioration de la situation sanitaire et alimentaire du bétail et d'une hausse de la demande (anticipation pour les fêtes de Ramadan et de Tabaski), d'autre part.

Sources : M.R.A.H. / D.G.E.S.S.

PRIX DES PRODUITS AGRICOLES

Prix sur les marchés de référence (En Francs CFA / Kg)	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2015	2015	2015	2016	2016	trimestriel	annuel
Prix au producteur du maïs blanc	134,0	146,0	130,0	135,0	148,0	9,6%	10,4%
Prix au consommateur du maïs blanc	152,0	164,0	160,0	155,0	170,0	9,7%	11,8%
Prix au producteur du mil local	180,0	183,0	175,0	167,0	182,0	9,0%	1,1%
Prix au consommateur du mil local	195,0	204,0	187,0	184,0	197,0	7,1%	1,0%
Prix au producteur du sorgho blanc	151,0	159,0	138,0	139,0	151,0	8,6%	0,0%
Prix au consommateur du sorgho blanc	164,0	171,0	158,0	158,0	169,0	7,0%	3,0%



Au cours du deuxième trimestre 2016, une bonne disponibilité céréalière a été observée sur l'ensemble des marchés avec des approvisionnements effectués principalement à travers les stocks commerçants. Les stocks producteurs ont connu une baisse saisonnière en fin de trimestre avec l'entrée dans la période de soudure. La disponibilité céréalière est renforcée par la vente des céréales à prix social dans les boutiques témoins de la SONAGESS. La demande sur les marchés a évolué normalement en hausse au cours du trimestre avec l'amenuisement des stocks des ménages et la dépendance des ménages vulnérables aux marchés. Néanmoins, cette demande est jugée moins importante que celle de l'année écoulée à la même période.

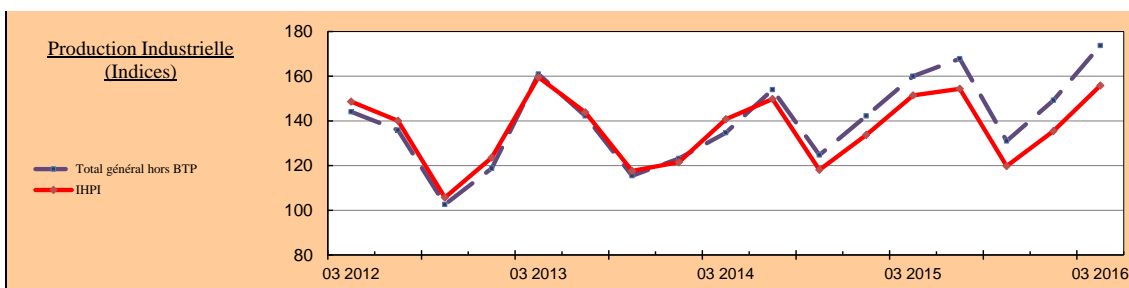
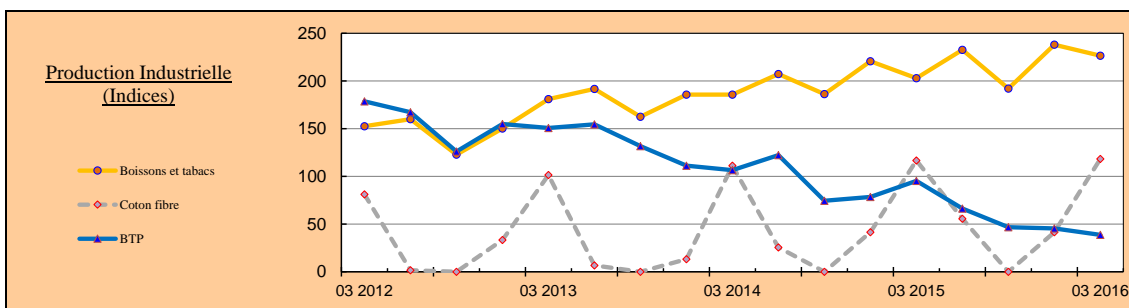
Au regard de la baisse de la disponibilité et de la hausse de la demande par rapport aux mois précédents, les prix ont augmenté au cours du trimestre ; une hausse qui se veut saisonnière et normale. Sur les marchés de détail, les prix moyens trimestriels par kilogramme sont de 170 FCFA pour le maïs, 197 FCFA pour le mil et 169 FCFA pour le sorgho. Par rapport au trimestre précédent des hausses de 9,7% pour le maïs, 7,1% pour le mil et 7% pour le sorgho ont été enregistrées. Les prix les plus élevés du trimestre ont été observés sur les marchés des régions du Sahel, du Nord, de l'Est, du Centre-Est et du Plateau Central avec une moyenne de 22 500 FCFA le sac de 100 Kg de mil, 18 000 FCFA le sac de maïs et 18 500 FCFA le sac de sorgho. Les prix les moins élevés sont enregistrés sur les marchés des régions de la Boucle du Mouhoun, des Hauts-Bassins, et des Cascades avec des moyennes des prix de 15 500 FCFA le sac de mil, de 13 600 FCFA pour le maïs et pour le sorgho.

Comparativement au deuxième trimestre de 2015, il a été enregistré des hausses de prix de 11,8% pour le maïs et 3% pour le sorgho. Le prix du maïs est demeuré stable. Comparés à la moyenne quinquennale, les variations relevées sont les suivantes : +3% pour le maïs, -4% pour le mil et -2% pour le sorgho.

Sources : M.A.A.H. / SO.NA.GE.S.S.

INDICE HARMONISE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (IHPI)

IHPI Trimestriel Base 100 en 2007, Données brutes.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Glissement	
	2015	2015	2015	2015	2016	trimestriel	annuel
COTON FIBRE (SOFTTEX)	116,6	55,6	0,0	41,5	118,3	185,0%	1,4%
PRODUITS ALIMENT., BOISSONS ET TABACS	187,0	198,8	160,0	194,5	196,2	0,9%	4,9%
INDUSTRIES DES TEXTILES (y compris coton)	116,7	61,4	9,2	53,1	123,0	131,5%	5,4%
INDUSTRIES EXTRACTIVES	1 008,6	897,5	511,6	866,6	864,7	-0,2%	-14,3%
INDUSTRIES MANUFACT. (Hors Coton)	142,2	145,7	121,0	136,1	149,8	10,1%	5,3%
BOISSONS ET TABAC	203,0	232,7	192,1	238,0	226,4	-4,9%	11,6%
AUTRES INDUSTRIES MANUFACT.	142,2	145,7	121,0	136,1	149,8	10,1%	5,3%
BOULANGERIES, MEUNERIES	139,1	127,4	129,7	140,4	137,1	-2,3%	-1,4%
AUTRES INDUST. ALIMENTAIRES	156,7	132,0	94,3	106,2	136,4	28,4%	-13,0%
INDUST. TEXTILES (Hors SOFTTEX)	117,0	119,0	101,7	170,2	170,2	0,0%	45,5%
INDUSTRIES CHIMIQUES	77,0	79,5	77,5	61,0	62,3	2,1%	-19,1%
OUVRAGES EN BOIS ET METAUX	13,4	3,1	6,8	6,0	6,9	14,2%	-48,7%
ELECTRICITE, GAZ ET EAU	162,8	202,6	163,9	148,9	164,4	10,4%	1,0%
BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS	95,2	66,3	46,8	45,4	38,7	-14,8%	-59,4%
TOTAL GENERAL HORS BTP	160,0	167,8	131,0	149,3	173,7	16,4%	8,6%
IHPI	151,5	154,4	119,8	135,5	155,8	15,0%	2,9%



La reprise de l'activité industrielle, entamée au quatrième trimestre 2015, s'est poursuivie au cours du premier trimestre de 2016. Ainsi, l'indice harmonisé de la production industrielle (IHPI), établi à 155,8, est en hausse de 15,0% en glissement trimestriel et de 2,9% par rapport au premier trimestre de l'année précédente.

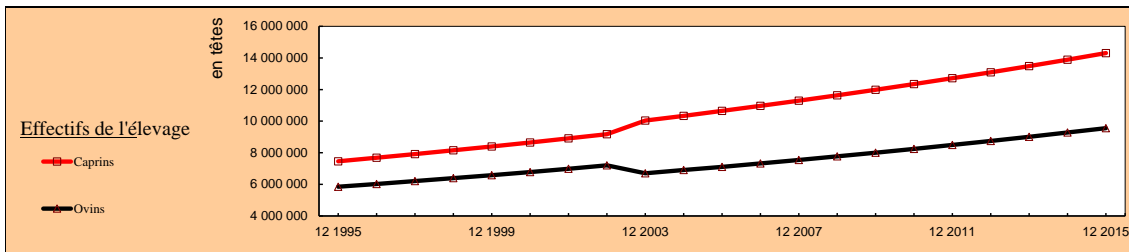
La hausse constatée est due principalement aux industries textiles et aux industries de production d'eau, d'électricité et de gaz. En effet, l'activité d'égrenage de coton s'est poursuivie au cours du trimestre sous revu et l'indice de la branche a enregistré une hausse aussi bien en glissement trimestriel (+131,5%) qu'en glissement annuel (+5,4%). De même, le secteur eau, électricité et gaz connaît une embellie au cours du trimestre. L'indice du secteur enregistre ainsi une hausse de 10,4% en glissement trimestriel. En glissement annuel, l'indice enregistre une hausse de moindre ampleur (+1,0%). Enfin, l'indice des industries de fabrication d'ouvrages en bois et en métaux est en hausse de 2,1% en glissement trimestriel, mais en forte baisse de 19,1% en glissement annuel.

Certaines branches d'activités ont par contre connu un repli d'activité au premier trimestre 2016. Il s'agit notamment des industries extractives, des industries de fabrication de boissons et de tabacs et des industries de fabrication de matériaux de construction dont les indices ont connu des baisses respectives de 0,2%, 4,9% et 14,8%, en glissement trimestriel. En glissement annuel, les indices des industries extractives et de celles de fabrication de matériaux de construction enregistrent des baisses plus importantes (-14,9% et -59,4% respectivement). Par contre, par rapport au premier trimestre de l'année 2015, l'indice des industries de fabrication de boissons et de tabacs a enregistré une hausse relativement forte de 11,6%.

Source : MINEFID / INSD

EFFECTIFS DU SECTEUR DE L'ELEVAGE

Effectifs (en têtes et en milliers de têtes)	Dec 2011	Dec 2012	Dec 2013	Dec 2014	Dec 2015	Croissance moyenne	
						2011-2015	2014-2015
Effectif de bovins (en têtes)	8 566 448	8 737 757	8 912 491	9 090 718	9 272 510	2,0%	2,0%
Effectif d'ovins (en têtes)	8 490 513	8 745 206	9 007 538	9 277 746	9 556 056	3,0%	3,0%
Effectif de caprins (en têtes)	12 712 705	13 094 064	13 486 864	13 891 447	14 308 172	3,0%	3,0%
Effectif de la volaille (poules + pintades) (en milliers de têtes)	38 638	39 797	40 991	42 220	43 487	3,0%	3,0%

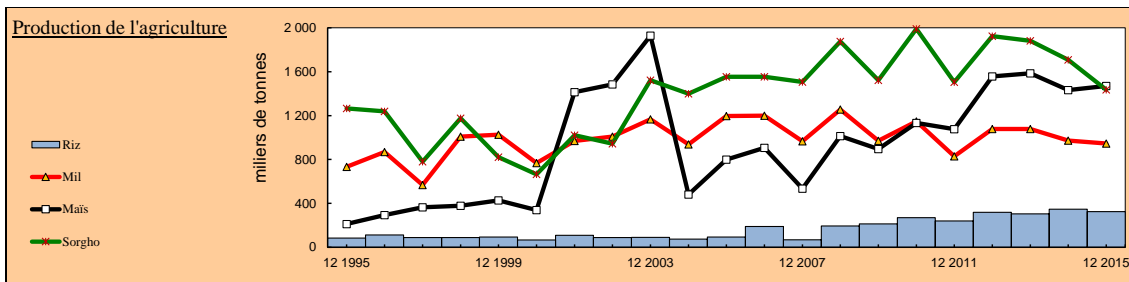


En attendant de disposer de paramètres zootechniques (taux de croît, taux d'exploitation, ...) et des données plus actuelles sur le cheptel, les données de la deuxième Enquête Nationale sur les Effectifs du Cheptel (ENECII) permettent d'avoir une projection en 2015 des effectifs du cheptel comme présenté ci-dessus.

Sources : M.R.A.H. / D.G.E.S.S.

PRODUCTION DU SECTEUR DE L'AGRICULTURE

Production de l'agriculture (tonnes)	Dec 2011	Dec 2012	Dec 2013	Dec 2014	Dec 2015	Croissance moyenne	
						2011-2015	2014-2015
Production brute totale de céréales	3 666 405	4 898 544	4 869 723	4 469 300	4 189 665	3,4%	-6,3%
dont : Production brute de mil	828 741	1 078 394	1 078 570	972 539	946 184	3,4%	-2,7%
dont : Production brute de sorgho	1 505 543	1 923 805	1 880 465	1 707 613	1 435 640	-1,2%	-15,9%
dont : Production brute de maïs	1 076 754	1 556 316	1 585 418	1 433 085	1 469 612	8,1%	2,5%
dont : Production brute de riz (pluvial et irrigué)	240 865	319 390	305 382	347 501	325 138	7,8%	-6,4%

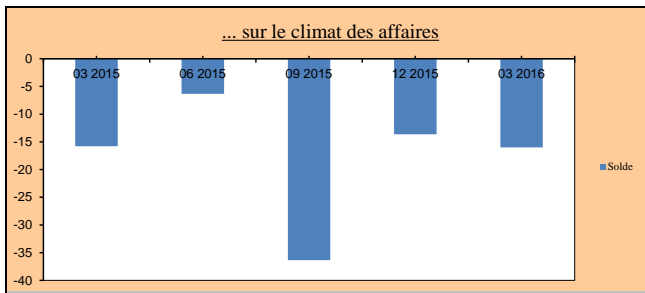


Le deuxième trimestre 2016 a été marqué par le lancement de la campagne agricole 2016/2017 à Kaya, chef-lieu de la région du Centre-Nord, sous le thème « Agriculture au Burkina Faso : opportunités d'emplois pour les jeunes et les femmes ». A cet effet, les objectifs de productions céréalières s'élèvent à 4 704 360 tonnes, soit une hausse de 12% par rapport à la campagne précédente et un accroissement de 6,4% par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes. La production des cultures de rente devrait passer à 1 586 070 tonnes, dont 913 264 tonnes de coton, correspondant à une augmentation de 14,1% par rapport à la campagne agricole 2015/2016. Les récoltes des autres cultures vivrières sont estimées à 911 235 tonnes, soit une hausse de 31,3% par rapport à la campagne antérieure.

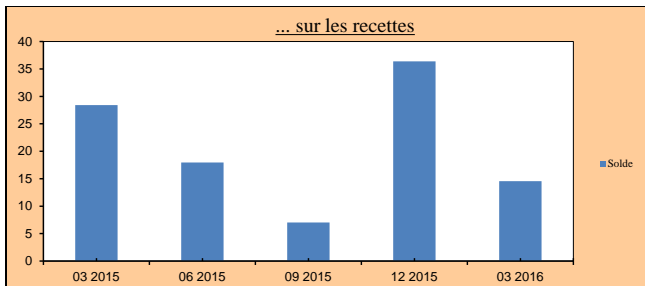
Pour atteindre ces résultats, le Gouvernement, par l'entremise du Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques, a entrepris l'aménagement de 4 550 hectares de nouveaux bas-fonds et 2 984 hectares de nouveaux périmètres, ainsi que la réhabilitation de 760 hectares de bas-fonds et de 69 hectares de périmètres irrigués. De plus, environ 3 638 tonnes de semences sèches (toutes spéculations confondues), 1 650 000 de boutures (manioc et patate), 23 000 tonnes d'engrais minéraux, plus de 11 600 unités de matériels agricoles et près de 6 000 animaux de trait seront distribués aux agriculteurs des treize (13) régions. Cette année, des efforts ont été déployés pour que les semences parviennent à temps aux bénéficiaires. Cependant les quantités restent inférieures aux besoins réels et par rapport à la campagne 2015-2016. A la date du 10 juin 2016 toutes les semences ont été déposées dans les 352 communes de notre pays sans exception.

L'année 2016 a également connu une installation plus précoce des pluies comparativement à l'année précédente. En effet, dès le mois d'avril, la majorité des postes pluviométriques de la moitié sud du pays ont commencé à enregistrer les premières pluies propices à la mise en place des activités culturales. En plus au cours du mois de mai, des pluies éparses ont permis la mise en place des semis notamment dans la zone soudanienne et soudano-sahélienne.

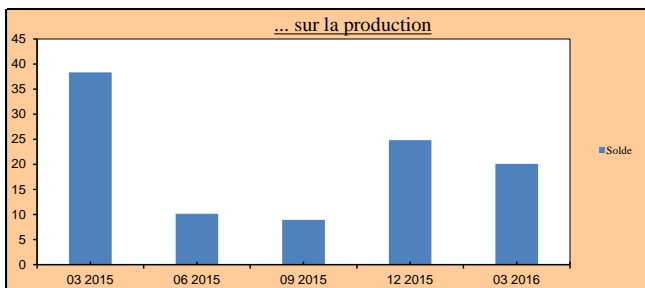
Sources : M.A.A.H. / SO.NA.GE.S.S. et D.G.E.S.S.

SOLDES D'OPINION (%) DES CHEFS D'ENTREPRISES...**Climat des affaires**

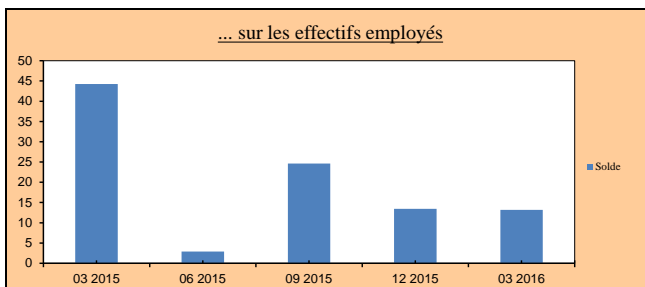
Contrairement aux attentes des chefs d'entreprises, le climat des affaires s'est dégradé au premier trimestre 2016 par rapport au dernier trimestre de 2015.

**Recettes**

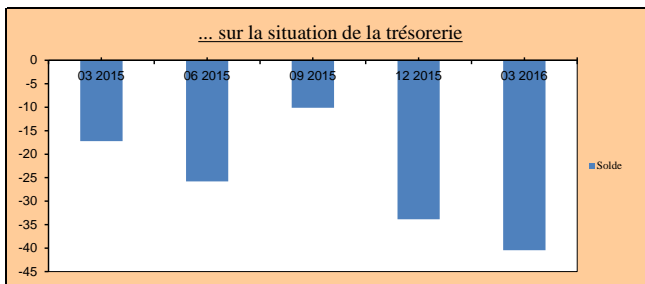
Toutefois, cet environnement peu favorable n'a pas affecté le dynamisme de l'activité. En effet, les ventes ont augmenté au premier trimestre 2016, comparées à celles du quatrième trimestre 2015.

**Production**

La production s'est également accrue par rapport au quatrième trimestre 2015.

**Effectifs employés**

Le nombre d'employés a continué de croître au sein des entreprises avec une hausse des effectifs au premier trimestre 2016 comparé au quatrième trimestre 2015.

**Trésorerie des entreprises**

Cependant, dans l'ensemble, les tensions de trésorerie ont persisté au sein des entreprises au cours du premier trimestre 2016 en dépit de la bonne orientation de l'activité.

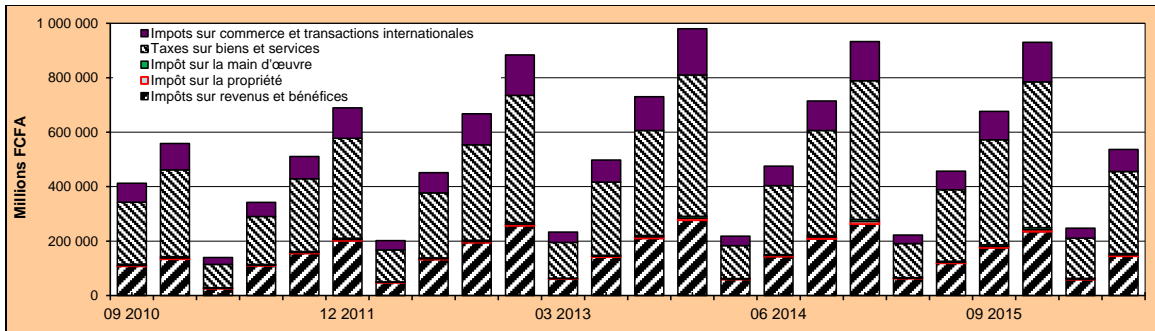
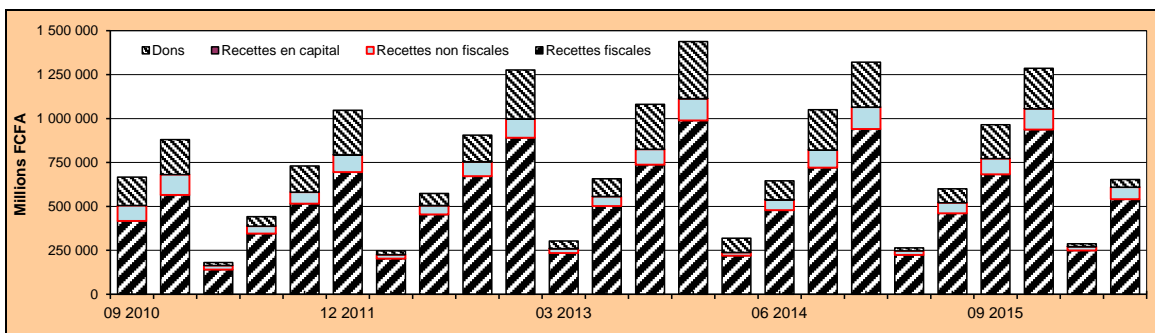
Source : MINEFID / INSD

Finances publiques

L'exécution des opérations financières de l'Etat, à fin juin 2016, s'est soldée par un déficit (base engagement) de 63,1 milliards de FCFA, contre un déficit de 79,9 milliards de FCFA à la fin du premier semestre 2015.

RECETTES TOTALES ET DONS

RECETTES CUMULEES	Prévision budgétaire (2016)	2. Trim. 2015	3. Trim. 2015	4. Trim. 2015	1. Trim. 2016	2. Trim. 2016	Taux d'exécution	Glissement annuel
(En millions Francs CFA)		Réal.	Réal.	Réal.	Est.	Est.		
Recettes totales et dons	1 452 690,0	600 418,8	964 223,3	1 286 223,6	287 445,0	652 960,4	44,9%	8,8%
Recettes totales	1 238 918,5	520 934,4	772 717,9	1 056 182,1	271 655,7	609 515,2	49,2%	17,0%
Recettes courantes	1 238 918,5	520 934,3	772 717,8	1 056 182,1	271 625,5	609 484,9	49,2%	17,0%
Recettes fiscales	1 122 291,3	460 769,7	682 321,9	937 664,0	249 313,4	541 297,5	48,2%	17,5%
Impôts sur revenus et bénéfices	307 416,6	118 530,3	175 227,8	234 438,1	58 600,6	144 658,6	47,1%	22,0%
Impôt sur la main d'œuvre	8 858,9	4 227,4	6 047,2	7 886,5	2 246,4	4 478,1	50,5%	5,9%
Taxes sur biens et services	604 910,3	262 424,9	385 850,4	535 343,7	147 510,7	301 820,7	49,9%	15,0%
Taxe sur le commerce et les transactions internationales	180 242,2	68 237,8	104 262,8	145 020,0	36 668,1	81 103,6	45,0%	18,9%
Autres recettes fiscales	10 590,0	3 798,8	5 653,3	7 495,3	2 116,9	4 502,5	42,5%	18,5%
Recettes non fiscales	116 627,2	60 164,6	90 395,9	118 518,0	22 312,1	68 187,4	58,5%	13,3%
Recettes en capital	0,000	0,073	0,073	0,083	30,173	30,227		41534,4%
Dons	213 771,5	79 484,4	191 505,5	230 041,5	15 789,3	43 445,2	20,3%	-45,3%
Projets	213 771,5	54 829,7	76 116,2	105 211,4	15 789,3	43 445,2	20,3%	-20,8%
Programmes	0,0	24 654,7	115 389,3	124 830,1	0,0	0,0		-100,0%



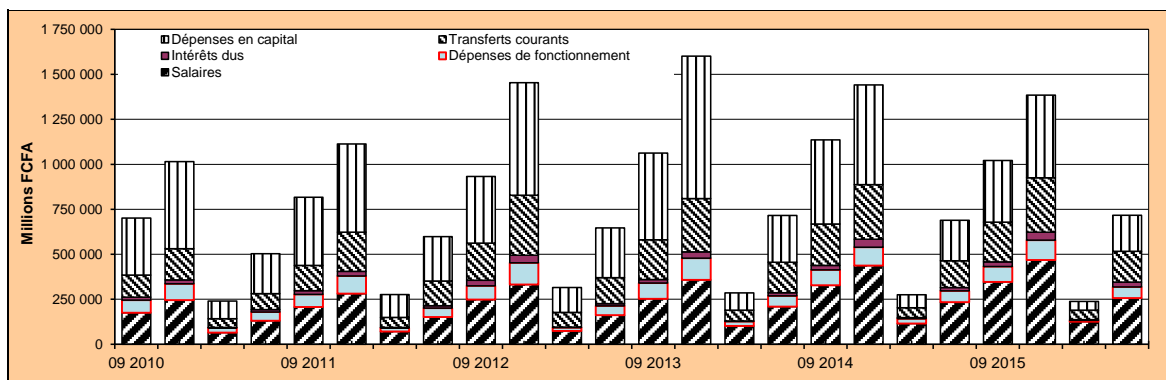
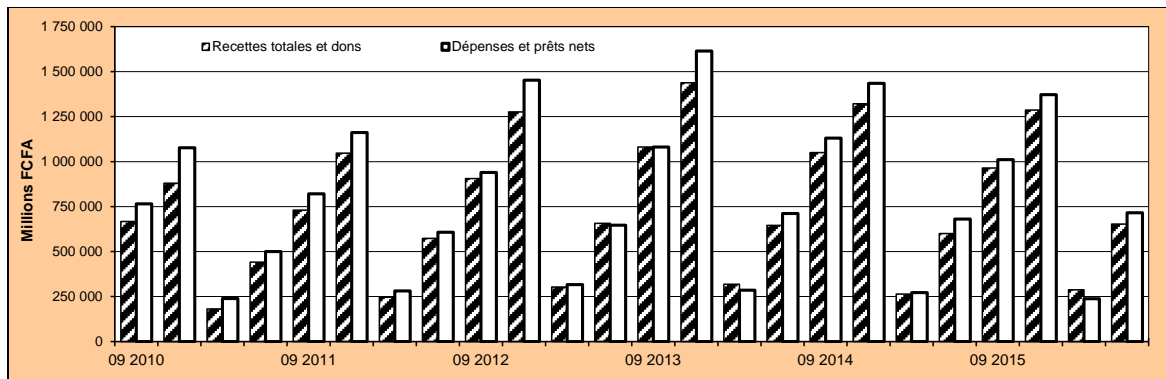
Au titre des recettes totales et dons, le TOFE affiche un niveau de réalisation de 653,0 milliards de FCFA à fin juin 2016 contre 600,4 milliards de FCFA à fin juin 2015, soit une progression de 8,8%, imputable essentiellement à un accroissement des recettes totales.

Les recettes totales (recettes propres) ont connu une hausse de 17,0% (+88,6 milliards de FCFA) par rapport à fin juin 2015. Cette hausse est portée aussi bien par les recettes fiscales que les recettes non fiscales. En effet, les recettes fiscales se sont établies à 541,3 milliards de FCFA à fin juin 2016, en hausse de 80,5 milliards de FCFA par rapport à fin juin 2015, imputable à une progression de toutes ses composantes. Concernant les recettes non fiscales, elles ont enregistré un accroissement de 8,0 milliards de FCFA sur la période, en lien avec une hausse des produits financiers (dividendes) de 8,6 milliards de FCFA.

Quant aux dons, ils ont été mobilisés à hauteur de 43,5 milliards de FCFA à fin juin 2016, soit une baisse de 36,0 milliards de FCFA par rapport à fin juin 2015. Cette baisse est due, d'une part au fait que les dons programmes n'ont pas connu un début d'exécution et, d'autre part, à une baisse des dons projets (-11,38 milliards de FCFA).

Source : MINEFID / D.G.T.C.P

DEPENSES ET PRETS NETS								
DEPENSES CUMULEES	Prédvision budgétaire (2016)	2. Trim. 2015	3. Trim. 2015	4. Trim. 2015	1. Trim. 2016	2. Trim. 2016	Taux d'exécution	Glissement annuel
(En millions Francs CFA)		Réal.	Réal.	Réal.	Est.	Est.		
Dépenses et prêts nets	1 771 355,6	680 355,6	1 010 890,9	1 371 703,0	237 758,3	716 058,1	40,4%	5,2%
Dépenses	1 774 287	689 476,0	1 021 082,0	1 384 264,2	238 380,4	717 012,1	40,4%	4,0%
Dépenses courantes	1 014 826	463 544,0	678 319,7	925 387,1	190 074,5	516 750,9	50,9%	11,5%
Salaires	507 986	233 685,3	346 568,9	468 529,6	125 622,8	256 884,0	50,6%	9,9%
Dépenses de fonctionnement	139 903	62 886,2	85 459,6	110 316,9	7 463,8	61 916,8	44,3%	-1,5%
Intérêts dus	49 512	19 256,3	25 579,7	44 110,0	4 052,9	26 840,6	54,2%	39,4%
Transferts courants	317 425	147 716,1	220 711,5	302 430,5	52 935,0	171 109,4	53,9%	15,8%
Dépenses en capital	759 461	225 932,0	342 762,4	458 877,1	48 305,9	200 261,3	26,4%	-11,4%
financées sur ressources propres	376 285	144 394,8	228 492,9	302 629,2	10 287,0	109 144,5	29,0%	-24,4%
Prêts nets	-2 932	-9 120,5	-10 191,1	-12 561,2	-622,1	-954,0	32,5%	-89,5%



Au titre des dépenses totales et prêts nets, le TOFE enregistre un niveau d'exécution cumulé de 716,1 milliards de FCFA à fin juin 2016 contre 679,3 milliards de FCFA à la même période en 2015, soit une hausse de 36,7 milliards de FCFA. Cette hausse résulte d'une progression des dépenses courantes de 54,2 milliards de FCFA et d'une contraction des dépenses en capital de 25,7 milliards de FCFA.

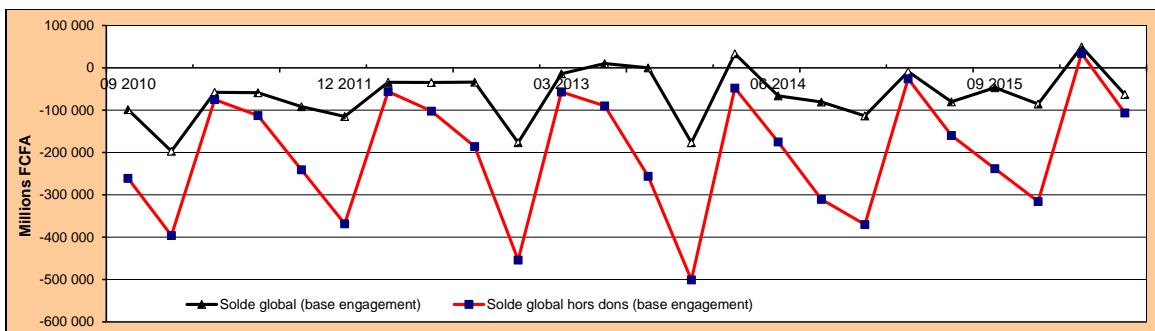
L'accroissement des dépenses courantes est imputable essentiellement à un accroissement des dépenses de personnel (+23,2 milliards de FCFA) et des transferts courants (+23,4 milliards de FCFA).

Quant à la baisse des dépenses en capital, elle s'explique principalement par la contraction des dépenses d'investissements sur ressources propres de 35,3 milliards de FCFA.

Source : MINEFID / D.G.T.C.P

SOLDES ET FINANCEMENT

SOLDE GLOBAL (Cumulés, millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2016)	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2015	2015	2015	2016	2016		
		Réal.	Réal.	Réal.	Est.	Est.		
Solde global (base engagement)	-318 665,6	-79 936,8	-46 667,6	-85 479,4	49 686,7	-63 097,7	19,8%	-21,1%
Solde global hors dons (base engagement)	-532 437,1	-159 421,2	-238 173,1	-315 520,9	33 897,4	-106 543,0	20,0%	-33,2%
Solde primaire	-482 924,9	-140 164,9	-212 593,3	-271 410,8	37 950,3	-79 702,3	16,5%	-43,1%
Solde de base	-149 261,1	-78 329,1	-128 135,5	-163 951,8	70 053,6	-20 864,9	14,0%	-73,4%
Solde global (base caisse)	-318 665,6	-94 986,4	-103 073,1	-183 488,8	-45 218,5	-20 088,2	6,3%	-78,9%
Solde global hors dons (base caisse)	-532 437,1	-174 470,8	-294 578,6	-413 530,3	-61 007,8	-63 533,4	11,9%	-63,6%

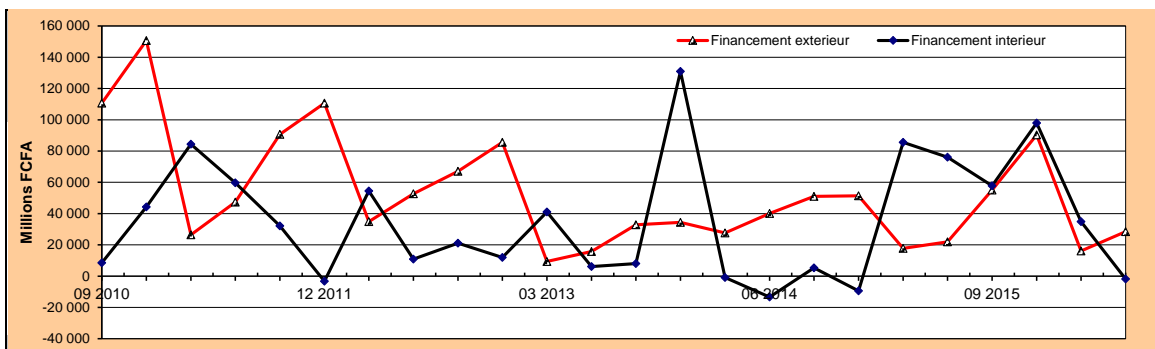


A fin juin 2016, le solde global base engagement est ressorti déficitaire de 63,1 milliards de FCFA contre un déficit de 79,9 milliards de FCFA à fin juin 2015.

Quant au solde global "base caisse", il s'est établi à -20,1 milliards de FCFA à fin juin 2016 contre un déficit de 95 milliards de FCFA une année auparavant, soit une amélioration de 74,9 milliards de FCFA.

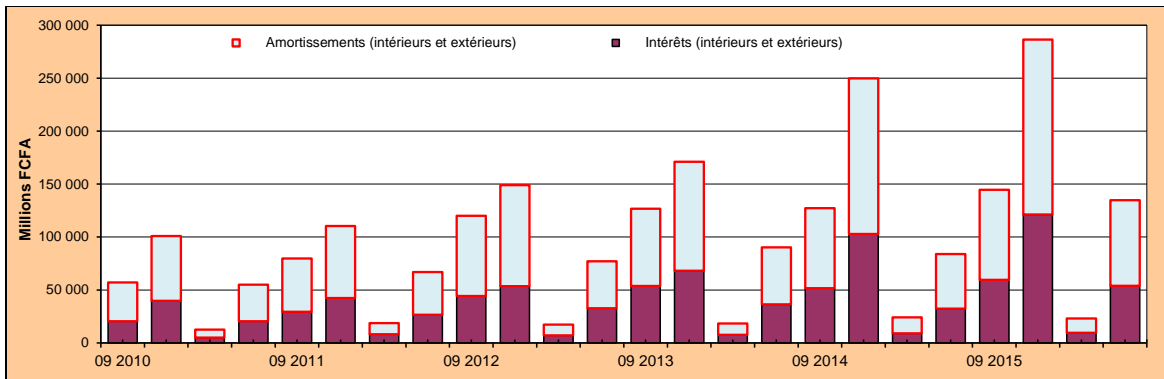
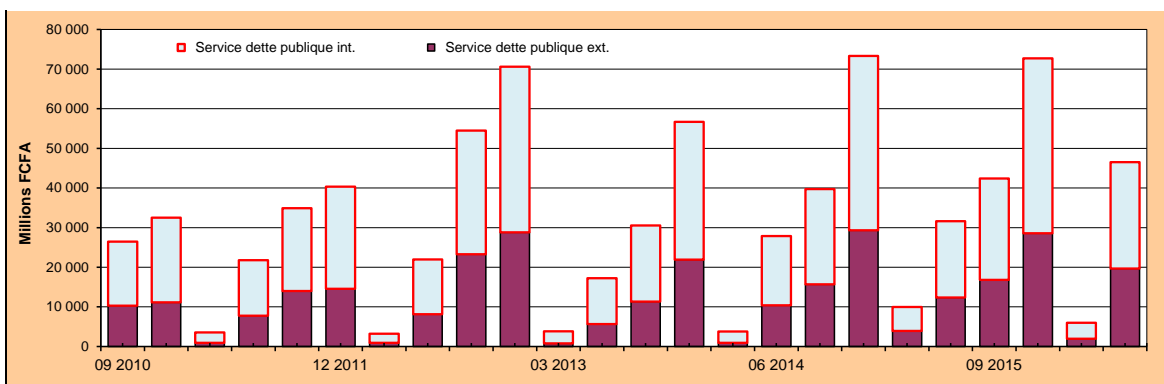
Le solde de financement s'est établi à 26,6 milliards de FCFA dont 28,4 milliards de FCFA pour le financement extérieur.

FINANCEMENT (Cumulés, millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2016)	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2015	2015	2015	2016	2016		
		Réal.	Réal.	Réal.	Est.	Est.		
Financement	16 255,4	98 065,5	112 908,6	188 283,2	50 935,8	26 579,0	163,5%	-72,9%
Financement extérieur	123 212,5	21 981,5	55 103,2	90 369,2	16 112,4	28 410,7	23,1%	29,2%
Décaissements extérieurs	161 904,5	34 768,4	71 924,8	122 080,8	20 366,9	42 232,8	26,1%	21,5%
Initiative PPTE (Allègements)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Amortissement de la dette extérieure	-38 692,0	-12 786,9	-16 821,6	-31 711,6	-4 254,5	-13 822,1	35,7%	8,1%
Ajustement taux de change	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Financement intérieur	-106 957,1	76 084,0	57 805,4	97 914,0	34 823,4	-1 831,6	1,7%	-102,4%
Financement bancaire	-101 182,3	27 957,3	-16 539,8	33 635,3	23 225,4	-24 781,3	24,5%	-188,6%
Secteur non bancaire	-5 774,8	48 126,7	74 345,1	64 278,7	11 598,0	22 949,6	-397,4%	-52,3%
Gap de financement	-302 410,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	-100,0%



Source : MINEFID / D.G.T.C.P

SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE								
SERVICE CUMULE	Prédiction budgétaire (2016)	2. Trim. 2015	3. Trim. 2015	4. Trim. 2015	1. Trim. 2016	2. Trim. 2016	Taux d'exécution	Glissement annuel
(En millions Francs CFA)		Réal.	Réal.	Réal.	Est.	Est.		
Total service dette publique	191 755,2	51 636,7	85 076,5	165 303,2	13 607,5	80 828,5	42,2%	56,5%
Amortissements (int. et ext.)	142 243	32 380,4	59 496,8	121 193,2	9 554,6	53 987,8	38,0%	66,7%
Intérêts (intérieurs et extérieurs)	49 512	19 256,3	25 579,7	44 110,0	4 052,9	26 840,6	54,2%	39,4%
Service dette publique int.	131 357,2	31 946,1	59 512,2	118 079,5	7 255,4	59 842,2	45,6%	87,3%
Amortissements	103 551	19 593,6	42 675,2	89 481,5	5 300,0	40 165,7	38,8%	105,0%
Intérêts	27 806	12 352,5	16 837,0	28 598,0	1 955,4	19 676,5	70,8%	59,3%
Service dette publique ext.	60 398,0	19 690,7	25 564,3	47 223,7	6 352,1	20 986,3	34,7%	6,6%
Amortissements	38 692	12 786,9	16 821,6	31 711,6	4 254,5	13 822,1	35,7%	8,1%
Intérêts	21 706	6 903,8	8 742,7	15 512,1	2 097,5	7 164,2	33,0%	3,8%
Service dette ext./recettes totales	4,9%	3,8%	3,3%	4,5%	2,3%	3,4%		-0,3 points

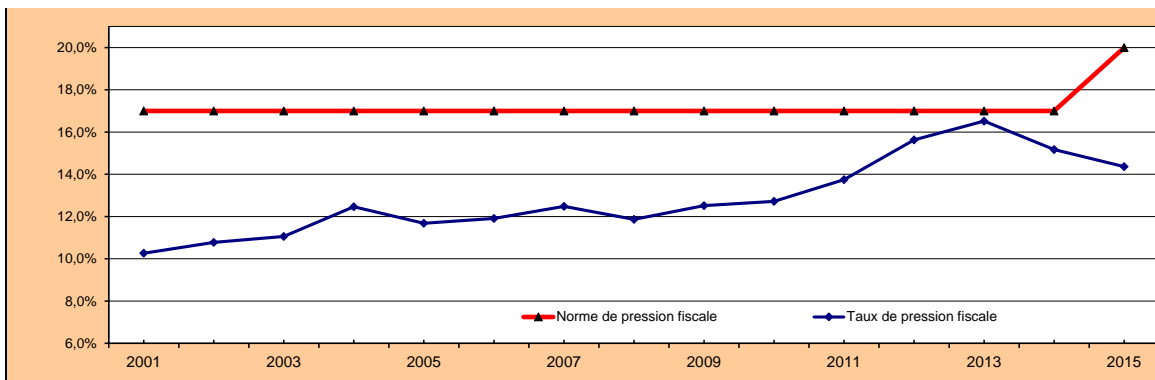


Le ratio "service de la dette extérieure/recettes totales", est évalué à 3,4% au 30 juin 2016 contre 3,8 % à fin juin de l'année dernière. Cela traduit un allègement du poids de la dette sur les ressources propres.

Source : MINEFID / D.G.T.C.P

CONVERGENCE UEMOA

CRITERE DE 1er ET DE 2nd RANG	Normes		12 2011	12 2012	12 2013	12 2014	12 2015
			Real.	Real.	Real.	Est.	Est.
Critères de 1er rang							
Soldes budgétaires global / PIB nominal	≥	-3%	-2,3%	-3,1%	-2,9%	-1,8%	-1,3%
Taux d'inflation	≤	3%	2,8%	3,8%	0,5%	-0,3%	1,0%
Encours de la dette publique totale / PIB nominal	≤	70%	28,8%	28,9%	27,7%	30,0%	31,8%
Critères de 2nd rang							
Masse salariale / Recettes fiscales	≤	35%	40,5%	37,3%	36,2%	46,5%	50,0%
Taux de pression fiscale	≥	20%	13,7%	15,6%	16,5%	15,2%	14,4%



En 2015, sur la base des estimations préliminaires, le Burkina Faso a respecté tous les trois (3) critères de premiers rang, à savoir le critère clé (le solde budgétaire global, dons compris, rapporté au PIB nominal), le taux d'inflation annuel moyen et l'encours total de la dette publique rapporté au PIB nominal.

Quant aux deux critères de second rang, aucun n'a été respecté en 2015. Le taux de pression fiscale s'est établi à 14,4% en 2015 contre 15,2% en 2014, non conforme à la norme communautaire de 20% minimum. Le ratio masse salariale sur recettes fiscales est ressorti à 50,0% en 2015 contre 46,5% en 2014, ne respectant pas la norme communautaire de 35% maximum.

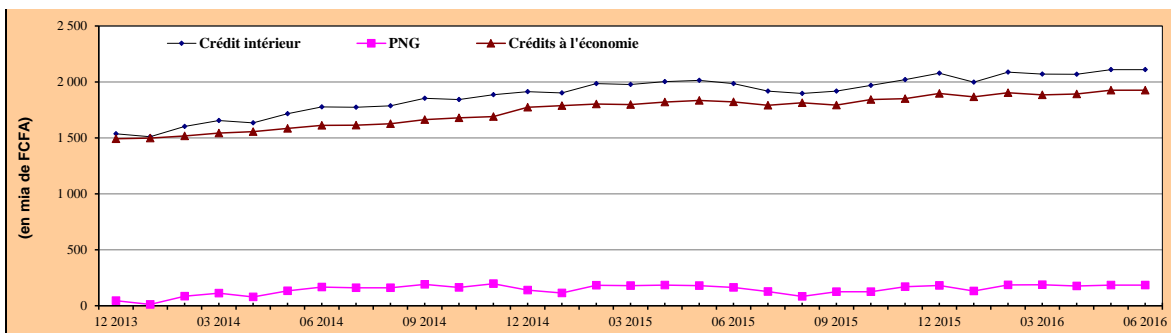
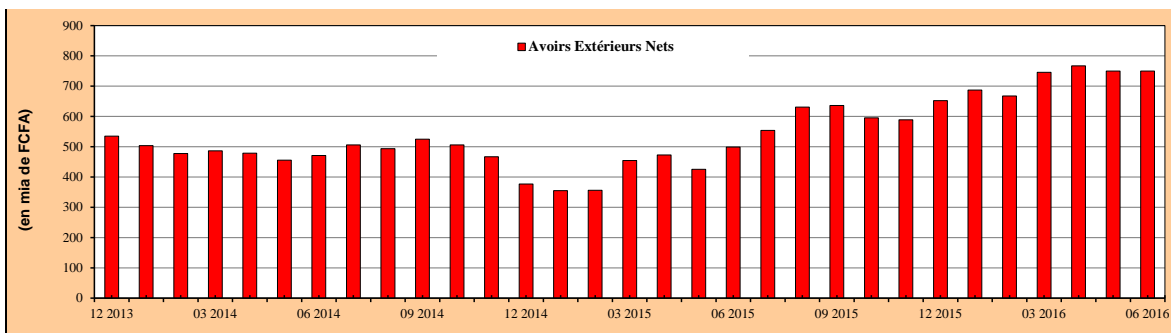
Source : MINEFID

Secteur monétaire

AGREGATS MONETAIRES

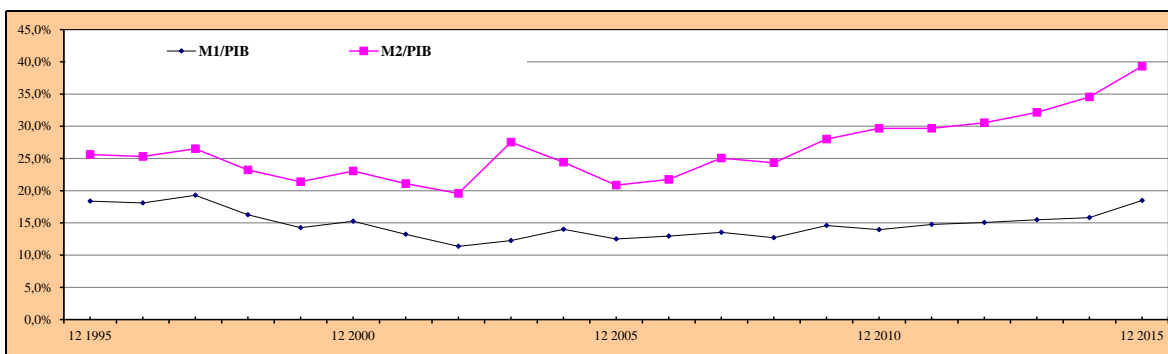
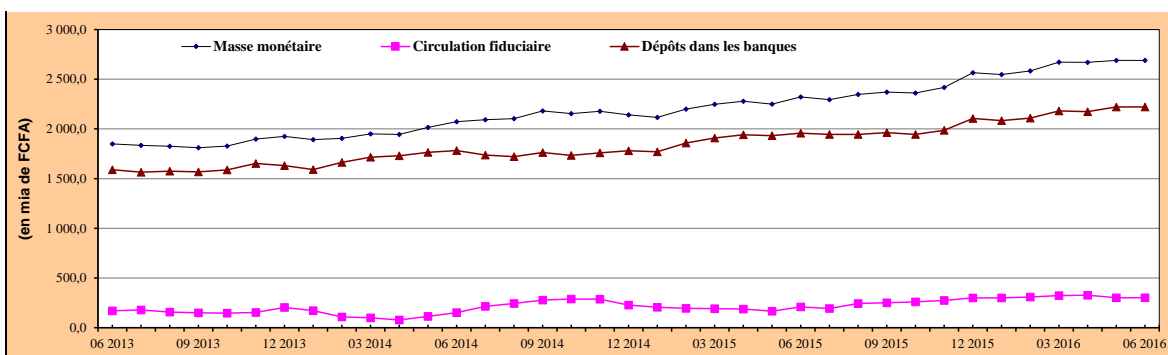
Les transactions avec le reste du monde se traduiraient par un accroissement de 4,3 milliards des Avoirs Extérieurs Nets (+14,4%) qui sont passés de 745,9 milliards de FCFA à fin mars 2016 à 750,1 milliards de FCFA à fin mai 2016. Cette progression est imputable à la Banque Centrale dont les avoirs extérieurs nets ont progressé de 22,5 milliards de FCFA, ceux des banques commerciales étant en baisse (-18,2 milliards de FCFA) au cours de la période sous revue.

AGREGATS MONETAIRES En mia de Francs CFA (situation en fin de trimestre)	2. Trim. 2015	3. Trim. 2015	4. Trim. 2015	1. Trim. 2016	2. Trim. 2016	Variation				
						Niv trim T-1	% trim T-1	Niv an-1	% an-1	
Est.										
Avoirs Extérieurs Nets	498,9	636,4	651,9	745,9	750,1	4,3	0,6%	251,2	50,3%	
BCEAO	-63,9	-6,8	-144,3	-138,7	-116,3	22,5	-16,2%	-52,4	82,0%	
Banques	562,8	643,3	796,2	884,6	866,4	-18,2	-2,1%	303,6	53,9%	
Crédit intérieur	1 985,4	1 918,2	2 078,6	2 070,3	2 109,6	39,4	1,9%	124,2	6,3%	
PNG	163,4	125,1	181,1	186,9	183,6	-3,3	-1,7%	20,2	12,4%	
Crédits à l'économie	1 822,0	1 793,0	1 897,5	1 883,4	1 926,0	42,6	2,3%	104,0	5,7%	
dont crédits à court terme	961,1	941,2	972,3	955,3	965,6	10,3	1,1%	4,6	0,5%	
dont crédits de campagne	70,2	34,0	41,6	40,9	55,1	14,2	34,7%	-15,1	-21,5%	
dont crédits à moyen et long terme	790,7	817,9	883,6	887,2	905,3	18,1	2,0%	114,5	14,5%	
Masse monétaire	2 322,2	2 371,4	2 565,5	2 672,7	2 689,7	17,0	0,6%	367,5	15,8%	
Circulation fiduciaire	209,9	251,6	299,2	323,9	300,8	-23,1	-7,1%	90,9	43,3%	
Dépôts dans les banques	1 957,0	1 962,1	2 105,0	2 180,6	2 221,3	40,7	1,9%	264,3	13,5%	
dont dépôts à vue	883,0	873,4	974,8	1 009,1	1 022,9	13,7	1,4%	139,8	15,8%	
dont dépôts à terme	678,2	689,0	719,5	751,3	763,5	12,3	1,6%	85,3	12,6%	
Autres Postes Nets	162,2	183,2	165,0	143,5	170,1	26,6	18,5%	7,9	4,9%	



La progression des AEN de la Banque Centrale serait imprimée par l'accroissement plus important de ses avoirs extérieurs bruts (+59,3 milliards de FCFA) par rapport à celui de ses engagements vis-à-vis des non résidents (+36,8 milliards de FCFA).

La baisse des AEN des banques commerciales est en lien principalement avec la hausse de leurs engagements extérieurs (+87,1 milliards de FCFA, soit +32,7%), atténuée par la hausse de leurs avoirs extérieurs bruts (+68,9 milliards de FCFA, soit +6,0%). La hausse des engagements extérieurs bruts des banques s'expliquerait notamment par l'effet des concours sollicités auprès des structures mères en vue du financement des activités de leurs clients dans le cadre de la reprise économique après les crises de 2014 et 2015. Quant à l'accroissement créances brutes sur l'extérieur, elle est imprimée par la hausse de l'encours de leur détention de titres publics des autres Etats de l'UMOA.



Le crédit intérieur s'est consolidé de 39,4 milliards de FCFA (+1,9%) entre fin mars 2016 et fin mai 2016, se situant à 2.109,6 milliards de FCFA contre 2.070,3 milliards de FCFA à fin mars 2016. Cette progression est due à l'accroissement des crédits à l'économie de 42,6 milliards de FCFA, la PNG s'étant améliorée de 3,3 milliards de FCFA au cours de la même période.

En effet, les crédits à l'économie sont passés de 1.883,4 milliards de FCFA à fin mars 2016 à 1.926,0 milliards de FCFA à fin mai 2016, soit une hausse de 2,3% sur deux mois. Cette augmentation est imputable aux crédits ordinaires (+28,4 milliards de FCFA) et aux crédits de campagne (+14,2 milliards de FCFA). Quant à la PNG, elle s'est située à +183,6 milliards de FCFA à fin mai 2016 contre +186,9 milliards de FCFA à fin mars 2016, enregistrant une amélioration de 3,3 milliards de FCFA qui s'expliquerait par une baisse des engagements de l'Etat (-10,0 milliards de FCFA) plus importante que celle de ses créances (-6,7 milliards de FCFA).

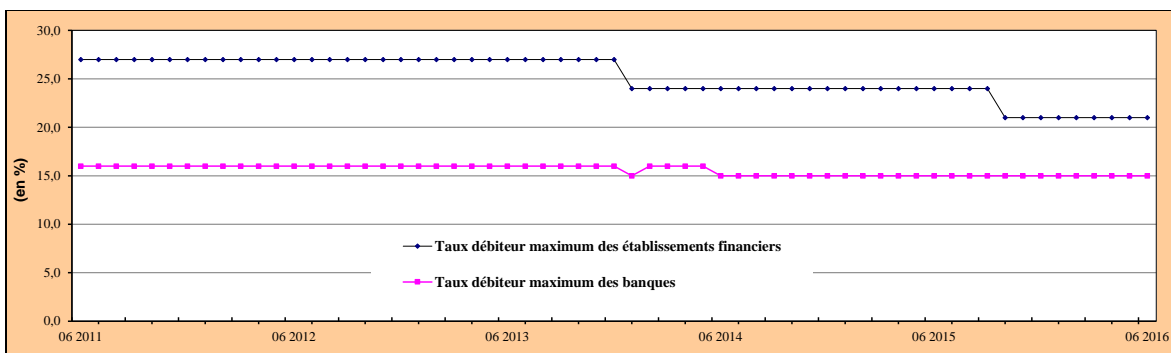
Suivant l'évolution résultante de ses contreparties, la masse monétaire a progressé de 17,0 milliards de FCFA (+0,6%) entre fin mars 2016 et fin mai 2016, ressortant à 2.689,7 milliards de FCFA contre 2.672,7 milliards de FCFA à fin mars 2016. Cette hausse est imprimée au niveau des dépôts (+40,0 milliards de FCFA, soit +1,7%), la circulation fiduciaire étant en baisse (23,0 milliards de FCFA, soit -7,1%).

AGREGATS MONETAIRES	Dec.11	Dec.12	Dec.13	Dec.14	Dec.15
M1/PIB	14,7%	15,1%	15,5%	15,8%	18,5%
M2/PIB	29,7%	30,5%	32,2%	34,5%	39,3%

Sources : B.C.E.A.O.

TAUX D'INTERET

TAUX D'INTERET	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Variation	
	2015	2015	2015	2016	2016	Trim T-1 (%)	An-1 (%)
Taux de base minimum des banques	8,0	8,0	8,0	8,0	8,0	0,0%	0,0%
Taux de base maximum des banques	11,0	11,0	11,0	11,0	11,0	0,0%	0,0%
Taux débiteur minimum des banques	11,0	11,0	11,0	11,0	11,0	0,0%	0,0%
Taux débiteur maximum des banques	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux de base minimum des établissements financiers	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	0,0%	0,0%
Taux de base maximum des établissements financiers	17,5	17,5	15,0	15,0	15,0	0,0%	-14,3%
Taux débiteur minimum des établissements financiers	18,0	18,0	19,5	19,5	19,5	0,0%	8,3%
Taux débiteur maximum des établissements financiers	24,0	24,0	21,0	21,0	21,0	0,0%	-12,5%
Taux créditeur plancher pour petits épargnants (<5 mio Francs CFA)	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des banques	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des établissements financiers	24,0	24,0	24,0	24,0	24,0	0,0%	0,0%



Au cours du deuxième trimestre 2016, les taux directeurs de la BCEAO n'ont pas évolué. Le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidités et le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal (taux de pension) sont demeurés respectivement à 2,50% et 3,50%, taux entrés en vigueur depuis le 16 septembre 2013.

Les taux de base bancaires ont évolué dans la fourchette de 8,00% à 11,00% de janvier à juin 2016.

En ce qui concerne les établissements financiers, les taux de base ont évolué entre 10,00% et 15,00% au cours du premier semestre de 2016.

Sur la base des informations issues de l'enquête de la BCEAO sur les conditions de banque, le volume des crédits octroyés, au cours du deuxième trimestre 2016, s'est élevé à 118,2 milliards de FCFA en avril, à 128,8 milliards de FCFA en mai et à 137,0 milliards de FCFA en juin. Les taux moyens globaux appliqués à ces crédits se sont situés à 7,65% en avril 2016, à 7,07% en mai 2016 et à 7,56% en juin 2016. Sur l'ensemble du premier semestre 2016, le cumul des nouvelles mises en place s'est chiffré à 691,4 milliards de FCFA contre 870,6 milliards de FCFA à la même période de 2015, soit une contraction de 20,2% en glissement annuel.

Par Décision n°CM/UMOA/011/06/2013 du 28 juin 2013, le taux d'usure a été fixé à 15,0% l'an pour les Banques et 24,0% l'an pour les Etablissements Financiers à caractère bancaire, les Systèmes Financiers Décentralisés (SFD) et les autres agents économiques.

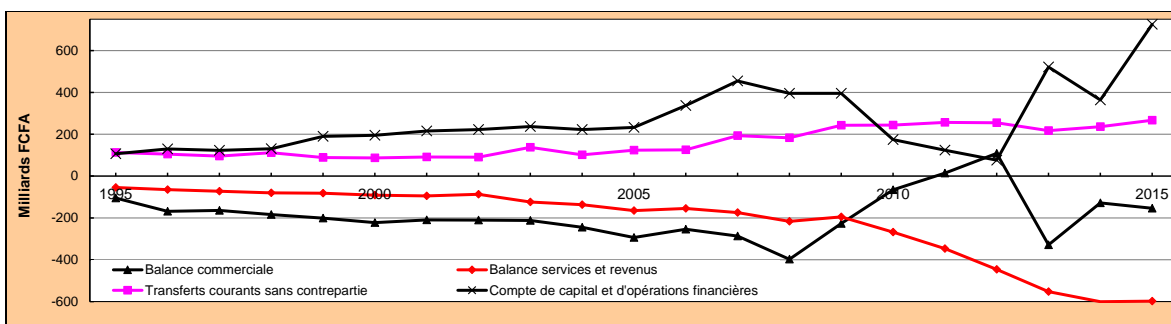
Sources : B.C.E.A.O.

Secteur extérieur

BALANCE DES PAIEMENTS

Sur la bases des estimations, les échanges extérieurs ont été marqués en 2015 par une faible croissance tant des exportations que des importations. Cette évolution s'expliquerait par la timide progression de l'activité économique intérieure, dans un contexte de bonne orientation des cours mondiaux de l'or marchandise et de baisse de ceux du pétrole brut ainsi que du coton fibre. Dans l'ensemble, les transactions avec le reste du monde se sont caractérisées par une atténuation du déficit courant et une amélioration tant du compte de capital que du compte financier.

Balance des paiements (En mia de Francs CFA)	Dec 2011	Dec 2012	Dec 2013	Dec 2014	Dec 2015	Var. Thursday	
	Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.	Var./2014	Var./2013
Exportations de biens FOB	1 132,0	1 464,3	1 315,3	1 362,3	1 393,9	2,3%	6,0%
Importations de biens FOB	1 117,8	1 355,8	1 644,2	1 490,9	1 547,6	3,8%	-5,9%
Balance commerciale	14,2	108,5	-328,8	-128,6	-153,6	19,4%	-53,3%
Services	-343,1	-407,6	-459,4	-423,2	-448,7	6,0%	-2,3%
Revenus	-3,7	-39,1	-93,3	-177,5	-149,5	-15,8%	60,3%
Balance des services et revenus	-346,8	-446,6	-552,7	-600,7	-598,2	-0,4%	8,2%
Transferts courants sans contrepartie	257,0	255,3	216,9	236,1	267,0	13,1%	23,1%
Balance des transactions courantes (dons inclus)	-75,6	-82,9	-664,6	-493,2	-484,9	-1,7%	-27,0%
Transferts en capital	91,1	137,8	238,4	200,2	153,8	-23,2%	-35,5%
Opérations financières	32,9	-61,7	282,9	163,5	572,1	249,9%	102,2%
Comptes de capital et d'opérations financières	124,0	76,1	521,3	363,7	725,9	99,6%	39,2%
Erreurs et omissions	-4,3	3,4	-3,8	-3,4	5,0	-248,6%	-231,4%
Solde global	44,1	-3,4	-147,0	-132,9	246,0	-285,1%	-267,3%



La balance commerciale a dégagé un solde déficitaire de 153,6 milliards de FCFA en 2015 contre un déficit de 128,6 milliards de FCFA en 2014, soit une détérioration de 25,0 milliards de FCFA (-19,4%), en raison d'un accroissement des importations (+56,6 milliards de FCFA) plus important que celui des exportations (+31,6 milliards de FCFA). Les exportations ont atteint 1.393,9 milliards de FCFA en 2015, en hausse de 2,3% sur un an, imputable principalement à la progression des exportations d'or non monétaire (+75,8 milliards de FCFA). En effet, les ventes d'or à l'étranger sont passées de 800,0 milliards de FCFA en 2014 à 875,8 milliards de FCFA en 2015, à la faveur d'une progression des quantités et d'une bonne orientation des cours. Les importations ont progressé de 56,6 milliards de FCFA, en raison du contexte de la Transition politique marquée par un attentisme des opérateurs économiques à effets négatifs sur le rythme de l'activité économique intérieure. Elles sont passées de 1.490,9 milliards de FCFA en 2014 à 1.547,6 milliards de FCFA en 2015. Cet accroissement de 3,8% est dû principalement aux biens d'équipement (+67,6 milliards de FCFA), aux biens intermédiaires (+65,5 milliards de FCFA) et aux produits alimentaires (+14,9 milliards de FCFA), la valeur des produits pétroliers importés s'étant inscrite en repli de 121,1 milliards de FCFA, en liaison avec la baisse des cours internationaux du pétrole. Elle a dégagé un solde de -448,7 milliards de FCFA en 2015 contre -423,2 milliards de FCFA en 2014, soit une détérioration de 6,0%, en liaison principalement avec la hausse des paiements au profit des non-résidents au titre des autres services, notamment financiers et d'assurance.

La balance des revenus primaires est ressortie à -149,5 milliards de FCFA en 2015 contre -177,5 milliards de FCFA en 2014, soit une détérioration de 15,8%, due à une accentuation du solde déficitaire des revenus des investissements. La balance des revenus secondaires : le solde des revenus secondaires s'est établi à 267,0 milliards de FCFA en 2015, en accroissement de 30,9 milliards de FCFA (+13,1%) sur un an, reflétant la hausse des transferts publics, notamment les appuis budgétaires reçus par l'Etat (+25,9 milliards de FCFA) et des transferts privés (+4,8 milliards de FCFA). Au total, les transactions courantes avec le reste du monde se sont traduites par une amélioration du solde du compte courant qui est passé de -7,9% du PIB en 2014 à -7,4% en 2015. Hors dons officiels, les transactions courantes se sont soldées par un déficit de 12,2% en part du PIB en 2015 contre 12,4% en 2014.

Le solde du compte de capital s'est situé à +153,6 milliards de FCFA en 2015, en diminution de 23,2% par rapport à son niveau de 200,2 milliards de FCFA en 2014. Cette évolution résulte d'un repli des transferts en capital de l'Administration Publique (-52,3 milliards de FCFA, soit -33,2%) et de la hausse de ceux du secteur privé (+5,8 milliards de FCFA, soit +13,5%). Le flux net des acquisitions nettes d'actifs financiers et d'accroissements nets de passifs s'est caractérisé par des entrées nettes de 572,1 milliards de FCFA en 2015 contre des entrées nettes de 163,5 milliards de FCFA en 2014, soit un afflux de 408,6 milliards de FCFA sur un an. Les flux d'investissements directs se sont traduits en 2015 respectivement par une entrée nette de capitaux de 102,5 milliards de FCFA, correspondant à une diminution de 39,2 milliards de FCFA. Les investissements de portefeuille se sont, quant à eux, traduits par une sortie nette de capitaux de 86,0 milliards de FCFA, en quasi-stagnation (-0,2 milliard de FCFA) d'une année à l'autre.

L'ensemble des transactions avec le reste du monde s'est traduit par un solde global excédentaire de 246,0 milliards de FCFA en 2015 contre un déficit de 132,9 milliards de FCFA en 2014, soit une amélioration de 378,9 milliards de FCFA sur un an.

Sources : B.C.E.A.O.

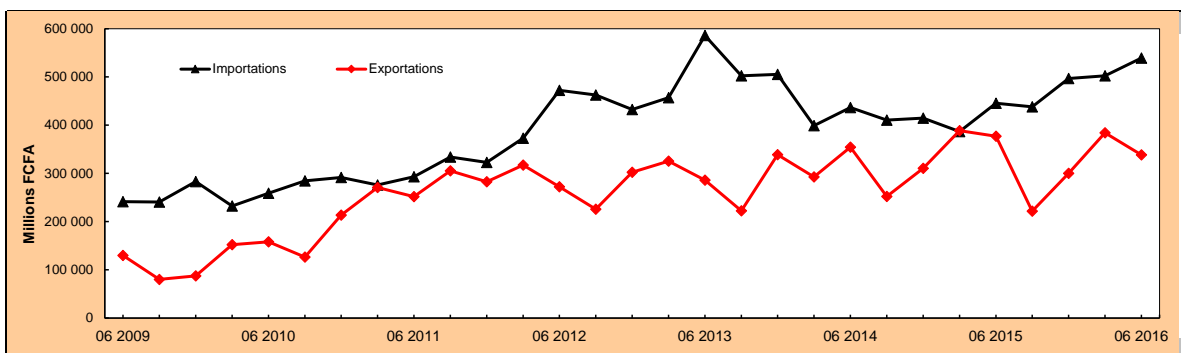
COMMERCE EXTERIEUR							
IMPORTATIONS EN VALEURS (En moi de Francs CFA)	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2015	2015	2015	2016	2016	trimestriel	annuel
TOTAL	445 357,6	438 074,8	496 953,5	502 591,4	539 377,3	7,3%	21,1%
dont:							
Animaux vivants et produits du règne animal	4 811,0	4 431,9	4 802,7	4 297,2	4 100,9	-4,6%	-14,8%
Produits du règne végétal	27 162,2	24 360,3	30 249,4	27 410,2	29 862,3	8,9%	9,9%
Graisses et huiles animales ou végétales	4 518,6	3 244,8	5 559,0	4 141,8	6 903,5	66,7%	52,8%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	30 092,5	22 578,8	34 071,1	23 277,6	34 536,6	48,4%	14,8%
Produits minéraux	125 081,6	137 984,5	145 519,5	120 849,8	125 516,5	3,9%	0,3%
Produits des indust. chimiq. ou des indust. connexes	81 405,8	52 904,2	48 813,0	90 000,4	97 436,3	8,3%	19,7%
Mat. plasti. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	12 826,2	14 116,5	21 125,0	16 641,0	19 024,9	14,3%	48,3%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	329,5	344,8	154,7	107,8	288,5	167,6%	-12,4%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	1 446,3	1 017,3	838,8	1 102,3	1 493,8	35,5%	3,3%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	5 801,5	7 177,0	5 790,6	5 823,7	6 636,4	14,0%	14,4%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	5 409,9	5 340,6	8 512,5	8 490,4	30 692,2	261,5%	467,3%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	1 116,5	1 184,3	1 019,2	867,1	2 898,2	234,2%	159,6%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica...	3 259,1	3 192,5	3 193,9	3 013,4	3 367,8	11,8%	3,3%
Perles fines/de cult., pierres gemmes, mét. précé.	113,4	90,6	44,2	27,4	31,9	16,6%	-71,9%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	27 811,3	26 952,9	36 353,5	32 164,6	38 554,9	19,9%	38,6%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	59 124,5	79 729,9	82 092,0	118 345,7	82 425,9	-30,4%	39,4%
Matériel de transport	46 348,5	44 163,8	56 517,9	36 964,2	41 372,8	11,9%	-10,7%
Instruments et appareils d'optique, de photographie...	5 391,2	3 237,8	6 509,2	4 483,3	5 241,5	16,9%	-2,8%
Armes, munitions et leurs parties et accessoires	148,6	955,1	645,3	256,6	3 393,5	1222,3%	2183,5%

En glissement trimestriel, les importations ont enregistré une hausse de 36,8 milliards de FCFA au deuxième trimestre 2016. La baisse des importations de «matériels de transport» de 35,9 milliards de FCFA n'a pas pu compenser la hausse des autres produits à l'importation, notamment la hausse des importations de «Matières textiles et ouvrages en ces matières» de 22,2 milliards de FCFA et des «Produits des industries alimentaires, boissons et tabacs» de 11,3 milliards de FCFA.

Comparativement au deuxième trimestre de 2015, les importations ont enregistré une hausse de 94,0 milliards de FCFA. Trois produits majeurs ont contribué à l'envolée des importations : les «Matières textiles et ouvrages en ces matières» pour 25,3 milliards de FCFA, les «Machines et appareils, matériels électriques et leurs parties» pour 23,3 milliards de FCFA et les «Produits des industries chimiques ou des industries connexes» pour 16,0 milliards de FCFA.

Source : MINEFID / INSD

EXPORTATIONS EN VALEURS (En moi de Francs CFA)	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2015	2015	2015	2016	2016	trimestriel	annuel
TOTAL	376 979,4	221 675,4	300 287,7	384 095,5	338 478,9	-11,9%	-10,2%
dont :							
Animaux vivants et produits du règne animal	1 505,7	1 111,9	714,1	768,4	577,6	-24,8%	-61,6%
Produits du règne végétal	75 484,4	23 371,1	27 907,5	46 288,6	76 574,9	65,4%	1,4%
dont arachides, sésame et autres graines et fruits oléagineux	31 400,9	12 889,8	24 642,2	41 729,2	16 953,6	-59,4%	-46,0%
Graisses et huiles animales ou végétales	2 341,2	1 243,3	2 431,8	962,0	2 421,0	151,7%	3,4%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	2 300,6	1 306,3	1 019,7	2 138,5	2 401,8	12,3%	4,4%
Produits minéraux	455,9	2 351,7	336,2	222,0	1 190,3	436,1%	161,1%
Produits des indust. chimiq. ou des indust. connexes	933,9	704,3	6 775,0	858,7	1 307,3	52,2%	40,0%
Mat. plastiq. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	326,6	160,5	285,0	2 283,3	356,9	-84,4%	9,3%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	22,1	110,8	151,3	62,2	936,6	1405,3%	4139,6%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	44,3	3,6	0,0	6,9	200,3	2819,9%	352,1%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	751,3	9,0	11,5	16,0	109,7	586,1%	-85,4%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	75 201,6	1 039,7	29 505,1	129 486,8	29 913,2	-76,9%	-60,2%
dont coton fibre	74 385,9	113,4	28 691,5	112 373,0	29 530,6	-73,7%	-60,3%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	32,3	17,6	10,3	13,1	13,9	6,4%	-57,0%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica	124,6	75,0	78,3	26,3	41,9	59,7%	-66,3%
Perles fines/de culture, pierres gemmes, mét. précieux	199 879,5	173 459,7	210 704,3	183 380,9	201 431,2	9,8%	0,8%
dont or	199 568,5	173 195,8	210 371,8	183 032,8	201 023,9	9,8%	0,7%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	10 797,2	6 978,8	9 770,4	10 535,4	9 134,6	-13,3%	-15,4%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	3 043,7	5 392,8	4 143,4	3 299,8	3 226,4	-2,2%	6,0%
Matériel de transport	3 228,3	3 588,8	5 379,7	1 841,8	7 847,2	326,1%	143,1%
Instruments et appareils d'optique, de photographie	158,0	57,5	363,1	166,0	102,7	-38,1%	-35,0%
Marchandises et produits divers	264,4	617,6	609,2	133,5	355,0	166,0%	34,3%

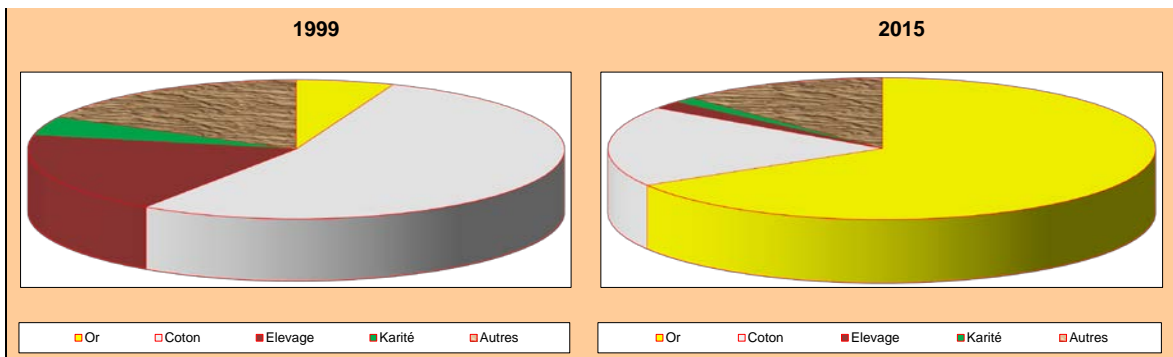


Au deuxième trimestre 2016, les exportations enregistrent une baisse de 11,9% comparativement au trimestre précédent, ramenant le niveau des exportations de 384,1 milliards FCFA au premier trimestre 2016 à 338,5 milliards FCFA. Cette baisse est due principalement aux exportations de coton-fibre, et des oléagineux (arachides, graine de coton, sésame et autres graines et fruit oléagineux). En effet, les exportations des produits du coton-fibre ont baissé de 82,8 milliards de FCFA, et celle des oléagineux de 24,8 milliards de FCFA.

En glissement annuel, la même tendance à la baisse est observée (-10,2%) mais moins qu'en glissement trimestriel. Cette baisse est principalement imputable aux exportations de coton-fibre, et des oléagineux (arachides, coton, sésame et autres graines et fruit oléagineux). En effet, les exportations des produits du coton-fibre ont baissé de 44,9 milliards de FCFA, et celle des oléagineux de 14,5 milliards de FCFA.

Source : MINEFID / INSD

EXPORTATIONS EN VALEURS	1999	2012	2013	2014	2015
	Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.
Part de l'or dans total	5,9%	79,4%	62,7%	58,7%	66,3%
Part du coton dans total	53,5%	11,4%	16,4%	17,4%	18,4%
Part des produits de l'élevage dans total	18,8%	5,4%	3,3%	2,9%	1,7%
Part du karité dans total	4,5%	1,7%	1,6%	1,8%	1,3%
Part des autres produits dans total	17,3%	2,2%	16,0%	19,3%	12,2%

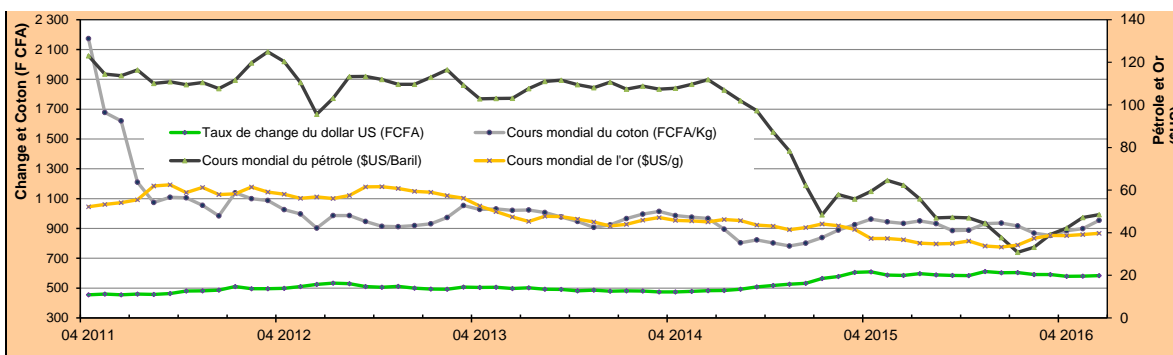


Depuis 2008, à la faveur de la reprise de l'exploitation industrielle des gisements d'or, la structure des exportations burkinabé a observé une mutation. D'une structure où prédominaient les exportations du coton (53,5%) et celles de produits de l'élevage (18,8%) en 1999, il ressort une prédominance de l'or avec 66,2% de la part des exportations en 2015. Cela se justifie principalement par les productions industrielles d'or qui ont atteint 36,2 tonnes en 2015.

Source : MINEFID / INSD

COURS DES MATIERES PREMIERES

MARCHE INTERNATIONAL	2. Trim. 2015	3. Trim. 2015	4. Trim. 2015	1. Trim. 2016	2. Trim. 2016	Glissement	
Moyenne trimestrielle						trimestriel	annuel
Taux de change du Dollar (en Francs CFA)	593,8	590,1	599,4	595,4	580,9	-2,4%	-2,2%
Cours mondial du pétrole (en \$ US / Baril)	62,1	50,0	43,0	34,4	45,9	33,7%	-26,0%
Cours mondial du coton (Indice Liverpool \$ US / tonne)	1 594,7	1 563,9	1 533,2	1 476,6	1 570,7	6,4%	-1,5%
Cours mondial de l'Or (en \$ US / g)	37,1	34,9	34,4	36,7	39,2	6,6%	5,6%
Cours mondial du pétrole (1.000 Francs CFA / Baril)	36,9	29,5	25,8	20,4	26,7	30,5%	-27,6%
Cours mondial du coton (FCFA / Kg)	946,9	923,0	919,0	879,4	912,5	3,8%	-3,6%
Cours mondial de l'Or (1.000 Francs CFA / g)	22,0	20,6	20,6	21,9	22,8	4,1%	3,3%
Pouvoir d'achat pétrolier du coton	0,026	0,031	0,036	0,043	0,034	-21,2%	33,3%



- Taux de change du dollar :

Sur le marché de change, le dollar américain s'est de nouveau déprécié par rapport aux autres monnaies notamment le FCFA au cours du premier semestre de l'année 2016. Le franc CFA s'est repris pour le deuxième trimestre d'affilé vis à vis du dollar (+2,4% au deuxième trimestre après +0,7% au premier trimestre 2016). En moyenne, il s'est échangé à 580,9 francs pour un dollar au deuxième trimestre 2016 contre 595,4 francs un trimestre plus tôt. En glissement annuel, la monnaie américaine s'est dépréciée de 2,2% au deuxième trimestre par rapport au franc CFA. Le niveau du dollar reste influencé par les effets de la politique monétaire accommodante de la Réserve Fédérale Américaine (Banque centrale).

- Prix des produits exportés :

Après trois trimestres de baisses consécutives, le cours du coton s'est inscrit en hausse au deuxième trimestre 2016. Il a progressé de 6,4% contre un repli de 3,7% au premier trimestre 2016. En moyenne, il s'est établi à 1 570,7 dollars au deuxième trimestre 2016 après un niveau de 1 476,6 dollars enregistré un trimestre plus tôt. En glissement annuel, le cours du coton est en baisse de 1,5% au deuxième trimestre 2016. Exprimé en franc CFA, le prix du coton-fibre est en hausse de 3,8%, ressortant à 912,5 FCFA le kilogramme au deuxième trimestre 2016 contre 879,4 FCFA un trimestre plus tôt. La tendance à l'inflation des cours du coton pourrait s'expliquer par le repli attendu des stocks mondiaux suite à des sécheresses en Inde et aux Etats-Unis, gros exportateurs de coton.

Le cours de l'or confirme sa reprise entamée au premier trimestre 2016. L'once d'or a progressé de 6,6% en rythme trimestriel au deuxième trimestre 2016 après une hausse de 6,9% enregistré un trimestre plus tôt. En moyenne, le gramme d'or s'est échangé à 39,2 dollars au deuxième trimestre contre 36,7 dollars au premier trimestre 2016. En glissement annuel, le cours de l'or est en hausse (+5,6% au deuxième trimestre contre -3,1% au premier trimestre 2016). Converti en franc FCFA, le gramme d'or valait en moyenne à 22 760 francs, en hausse de 6,6% en rythme trimestriel et de 5,6% en glissement annuel. Le redressement du cours s'explique par une demande mondiale d'or relativement ferme, soutenue par l'intérêt accru des investisseurs financiers pour le métal jaune dans un contexte d'incertitude économique mondiale et par la dépréciation du dollar.

- Prix des produits importés :

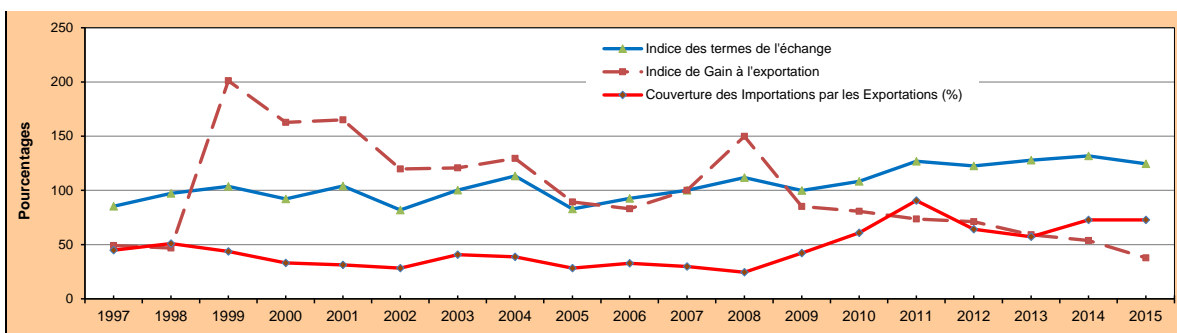
Sur le marché du pétrole, les cours du baril ont poursuivi, au cours du deuxième trimestre de l'année 2016, leur remontée amorcée au dernier mois du premier trimestre.

Le cours du baril de pétrole Brent a progressé de 33,7% en rythme trimestriel, au deuxième trimestre 2016, ressortant à 45,9 dollars contre 34,4 dollars un trimestre plus tôt. En glissement annuel, le baril du pétrole demeure en baisse de 26,0% au deuxième trimestre 2016 contre -36,4% au premier trimestre. Converti en franc FCFA, il progresse de 30,5% en rythme trimestriel et recule de 27,6% en glissement annuel. Le rebond des cours du pétrole s'explique par la diminution de l'excédent de l'offre de pétrole, principalement attribuable au ralentissement progressif de la production hors OPEP et à certaines perturbations de l'offre (surtout au Nigéria et au Canada).

Source : MINEFID / D.G.E.P.

INDICES DU COMMERCE EXTERIEUR

TERMES DE L'ECHANGE Base 100 = 2007	12 2011	12 2012	12 2013	12 2014	12 2015	Var. Thursday	
						Var./2014	Var./2013
Indice prix à l'exportation	150,2	156,9	159,7	148,7	136,4	-8,2%	-14,6%
Indice prix à l'importation	118,5	128,0	124,1	112,8	109,6	-2,8%	-11,7%
Indice des termes de l'échange	126,8	122,6	127,8	131,8	124,5	-5,6%	-2,6%
Indice de gain à l'exportation	73,6	71,1	59,0	53,8	37,8	-29,8%	-36,0%
Couverture des Importations par les Exportations (%)	90,6	64,2	57,2	72,8	72,9	0,0%	27,4%



Globalement, si dans les années précédentes les exportations peinaient à couvrir le tiers des importations, de nos jours la tendance est à une nette amélioration du taux de couverture des importations par les exportations, avec un maximum de 91,5% atteint en 2011. Depuis, le taux de couverture régresse annuellement, passant de 91,5% en 2011; à 63,6% en 2012; à 57,2% en 2013, 72,8% en 2014 et 72,9% en 2015. Cependant, le taux de couverture est passé à 100,5% au premier trimestre 2015.

Source : MINEFID / INSD

Définitions et abréviations

BCEAO :	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
DGEP :	Direction Générale de l'Economie et de la Planification
DGESS :	Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles
DGTCP :	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
ENEC :	Enquête Nationale sur les Effectifs du Cheptel
Est. :	Estimation
IHPC :	Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
INSD :	Institut National de la Statistique et de la Démographie
MAAH :	Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques
MINEFID :	Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement
MRAH :	Ministère des Ressources Animales et Halieutiques
Prov. :	Données provisoires
SONAGESS :	SOciété NAtionale de GEstion du Stock de Sécurité alimentaire
TOFE :	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
UEMOA :	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

Elevage :

On entend de certains termes les définitions suivantes :

- taureau : bovin mâle de plus de trois ans,
- bélier : ovin mâle entier de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes,
- bouc : caprin mâle de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes.

Les marchés de référence sont :

- marché de production : Béna (province des Banwas, région de la Boucle du Mouhoun), To et Yilou
- marché d'exportation : Pouytenga (province du Kouritenga, région du Centre – Est), Fada N'Gourma et Bobo Colma.

Les données sur les prix des animaux sont collectées tous les jours de marché par des enquêteurs du dispositif du système d'information sur les marchés à bétail (SIM bétail).

Les effectifs du cheptel sont les résultats de deux enquêtes nationales réalisées respectivement en 1990 et en 2003 et

Monnaie :

Les disponibilités monétaires (M1), correspondent à une notion étroite de la monnaie. Elles comprennent la monnaie fiduciaire qui est composée des billets et pièces émis par l'agence nationale de la BCEAO pour le Burkina Faso, desquels on déduit les encaisses du Trésor et des banques, et la monnaie scripturale qui correspond aux soldes créditeurs des comptes de dépôts à vue en francs CFA ouverts au nom des particuliers et entreprises dans les banques, à la BCEAO et auprès des centres de chèques postaux. La monnaie au sens large (M2) comprend en plus de M1, les avoirs sous forme de bons de caisse, comptes à terme et autres comptes d'épargne gérés par les banques pour le compte des agents économiques.

Le ratio M1/PIB exprime le taux de liquidité de l'économie, tandis que le ratio M2/PIB, est appelé "profondeur financière". En effet, la qualité de l'intermédiation financière et les écarts entre les agents à capacité de financement et ceux à besoin de financement peuvent être appréhendés par un indicateur comme M2/PIB. Il évolue souvent dans le même sens que le taux de liquidité mais à un niveau plus élevé.

Commerce extérieur :

L'indice des termes de l'échange (ITE) est l'indice Paasches des prix à l'exportation (IPPE) rapporté à l'indice Paasches des prix à l'importation (IPI). Si ITE < 100 on dit qu'il y a détérioration des termes de l'échange: ce qui signifie qu'il faudra exporter plus pour pouvoir payer une même quantité de produits étrangers achetés auparavant. Si ITE > 100 on dit qu'il y a amélioration des termes de l'échange : c'est à dire qu'une même quantité de produits nationaux permet maintenant d'acquérir une quantité plus importante de produits étrangers.

L'indice de gain à l'exportation (IGE) est égal à l'indice des termes de l'échange (ITE) rapporté à l'indice Laspeyres de volume

Soldes d'opinions :

Les soldes d'opinions sont des indicateurs de perception des chefs d'entreprises, obtenus en faisant la différence entre la proportion de répondants ayant exprimé une opinion positive (hausse) et la proportion de répondants ayant exprimé une

Moyenne quinquennale :

Pour les comparaisons aux trimestres des cinq dernières années, la moyenne quinquennale d'un trimestre i est obtenue en calculant la moyenne des cinq trimestres i des années considérées. Ainsi pour une année n. le taux de croissance du trimestre i par rapport aux cinq dernières années s'obtient par la formule:

où $X_{n,i}$ représente la valeur de X au trimestre i de l'année n.

$$\frac{\sum_{k=1}^5 X_{n-k,i}}{X_{n,i}}$$

Crédit des contributions

<i>NOM, Prénoms</i>	<i>Tâches</i>	<i>Structures</i>
RAMDE, B. François TRAORE, Bakari TOUGMA, Jean Gabriel	Coordonnateurs généraux	INSD
KABORE, Barbi	Indice harmonisé des prix à la consommation	INSD
KABORE, W. Denis	Prix des produits de l'élevage	DGESS/MRAH
PALE, Eric	Prix des produits agricoles	SONAGESS
SOW, Arouna	Soldes d'opinions	INSD
SOME, Sankar Placide	Indice harmonisé de la production industrielle	INSD
KABORE, W. Denis	Production de l'élevage	DGESS/MRAH
PALE, Eric	Production de l'agriculture	SONAGESS
KYELEM, K. Jean Paul MILLOGO, François ZERBO, Issa	Finances publiques	DGESS/MINEFID DGTCP DGTCP
PODA, Serge Gnaniodem	Situation monétaire	BCEAO
PODA, Serge Gnaniodem	Secteur extérieur (Balance des paiements)	BCEAO
OUEDRAOGO, Dansané	Secteur extérieur (Export - Import)	INSD
ZONGO, S. Lambert	Secteur extérieur (Cours des matières premières)	DGEP